

COMMISSION PERMANENTE DU SDEA

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Séance du mercredi 31 mai 2023 à 7h30
en l'hémicycle de la Maison de la Région
1 place Adrien Zeller à Strasbourg

sous la présidence de M. PFLIEGERSDOERFFER Frédéric

Membres présents : Mmes/MM.

BACH Francis ; **BARBIER** Patrick ; **GEIST** Pierre ; **GUILLIER** Anne ; **HITTINGER** Denis ;
HUBER Claude ; **INGWILLER** Bernard ; **ISEL** Roger ; **JANUS** Serge ; **JEANPERT** Chantal ;
LASTHAUS Jean-Claude ; **MANDRY** Jean-Claude ; **MICHEL** Patrick ; **NETZER** Jean-Lucien ;
PANNEKOECKE Jean-Bernard ; **REINER** Denis ; **RIEDINGER** Denis ; **SCHAAL** Thierry ;
SCHANN Gérard ; **SCHULTZ** Denis ; **SENE** Marc ; **STUMPF** René ; **WANTZ** Philippe ;
WOLF Francis.

Membres représentés : Mme/MM.

BIHL Pierre (donne pouvoir à **SCHULTZ** Denis)
DECKER Claude (donne pouvoir à **LASTHAUS** Jean-Claude)
DOLLINGER Isabelle (donne pouvoir à **WOLF** Francis)
HENTSCH Bernard (donne pouvoir à **PFLIEGERSDOERFFER** Frédéric)
HOFFSESS Marc (donne pouvoir à **SCHANN** Gérard)
THIELEN Pierre (donne pouvoir à **WANTZ** Philippe)

Membres absents excusés : Mme/MM.

IMBS Pia ; **LUTTMANN** Pierre ; **SUCK** David.

Invité : M.

SCHIESTEL André, Trésorier du SDEA Alsace-Moselle

Assistaient en outre : Mmes/MM.

HERMAL Joseph, Directeur Général du SDEA
BURCKEL Estelle, Directeur Général Adjoint du SDEA
FUCHS Isabelle, Directeur Général Adjoint du SDEA
MELLIER Pascal, Directeur Général Adjoint du SDEA
TOUSSAINT Hadrien, Directeur des Ressources Financières et Matérielles
MUSSLIN Nicolas, Chef de service des Affaires juridiques

Date de convocation : 15 mai 2023

PROGRAMME D'ANIMATION 2023 DE L'AERM : CONVENTION FIXANT LES MODALITES D'ATTRIBUTION ET DE VERSEMENT D'UNE AIDE AU SDEA

A la demande du Président, Mme Estelle BURCKEL, Directrice Générale Adjointe Métiers et Expertise Technique, présente aux membres de la Commission Permanente la convention relative au programme d'animation 2023 de l'AERM.

Elle relève qu'elle a pour objet de fixer les modalités d'attribution et de versement d'une aide de 750 242 € de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse (AERM) au SDEA.

Elle déclare que cette convention correspond à la convention annuelle subséquente à la convention cadre qui avait été validée en 2020.

Elle évoque le contexte économique de l'Agence de l'Eau, tendu en raison des ponctions annuelles de l'Etat.

Elle ajoute qu'il requiert de renforcer l'efficience de l'action et d'attirer des acteurs pilotes exemplaires afin de coconstruire les politiques de lutte contre le changement climatique, de reconquérir la qualité des milieux et de porter des actions innovantes à leur service.

Elle souligne que l'AERM et le SDEA partagent des objectifs communs, tels que le développement de synergies conjointes pour l'atteinte des objectifs de la Directive Cadre sur l'Eau, la rationalisation des actions et l'optimisation de l'action publique, la gestion équilibrée et la protection de la ressource en eau et des milieux naturels, et la construction de politiques avec une vision globale élargie à l'interface des compétences du Grand Cycle de l'Eau.

Elle fait savoir que la Convention de Partenariat entre l'AERM et le SDEA concerne la mise en œuvre de projets et dossiers innovants ainsi que le financement de postes aidés correspondant à des missions d'animations portées par le SDEA et cofinancées jusqu'à 80 % par l'AERM.

Elle précise que la convention prévoit d'aider financièrement des missions d'animation relatives notamment :

- à la biodiversité et au changement climatique (captages dégradés du Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau, stratégie eaux pluviales, pilotage des Contrats Territoriaux Eau et Climat...) ;
- aux missions eau et animation foncière / Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) filières, dans le cadre de la protection de la ressource ;
- aux opérations collectives de maîtrise des rejets au réseau d'assainissement ;
- à la restauration des milieux, aux Programmes d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) et à la mise en œuvre d'aménagements d'hydraulique douce.

Elle annonce que la convention 2020-2024 prévoit que l'AERM subventionnera 16,5 Equivalents Temps Plein (ETP) à hauteur de 80 % maximum tout en intégrant des ajustements liés à l'évolution des ressources humaines.

APRES en avoir délibéré ;

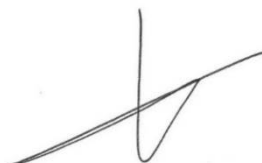
**LA COMMISSION PERMANENTE
A L'UNANIMITE**

- **PREND ACTE** des informations apportées par le Président et Mme Estelle BURCKEL.
- **APPROUVE** la convention relative au programme d'animation du SDEA pour l'année 2023 telle que jointe à la présente délibération.
- **AUTORISE** le Président à signer ladite convention ainsi que toute pièce y relative.

Suivent au registre les signatures du Président et du Secrétaire de séance.

POUR EXTRAIT CONFORME
Délibération certifiée exécutoire

Le Président



Frédéric PFLIEGERSDOERFFER

"La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix, BP 51038, 67070 Strasbourg Cedex) ou d'un recours gracieux auprès du Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace-Moselle, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Pour les requérants résidant outre-mer ou à l'étranger, des délais supplémentaires de recours ont été prévus par le Code de justice administrative."

**CONVENTION
DOSSIER N° REG-2023-00036**

Entre,

L'AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE

Établissement public de l'État à caractère administratif, sis à ROZÉRIEULLES, lieu-dit « le Longeau »,
BP 30019 – 57161 MOULINS-LÈS-METZ, représenté par son Directeur général,

d'une part,

et,

SDEA ALSACE MOSELLE

1 RUE DE ROME
CS 10020 SCHILTIGHEIM
67013 STRASBOURG CEDEX
FRANCE

N° d'immatriculation : 256701152

Etablissement concerné : 25670115200025

Pris en la personne de son représentant légal, dûment habilité à souscrire les présentes,

ci-après désigné(e) "le bénéficiaire",

d'autre part,

Vu la délibération n°2021/32 adoptant le 11ème Programme d'intervention révisé après avis conforme du
Comité de bassin ;

Vu la délibération n° 2021/24 relative aux dispositions communes applicables aux aides de l'Agence de l'eau
;

Vu la délibération n°2021/26 approuvant les modalités de déploiement des politiques d'intervention du
11ème Programme et notamment la politique relative aux aides à l'animation ;

Vu la délibération n°2021/25 relative aux dispositions communes du 11ème programme d'intervention révisé
relatives à la prise en charge et à la justification des actions, études et travaux réalisés par les moyens
propres du bénéficiaire ;

Vu la délibération n°2021/18 du Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse portant délégation
de pouvoir au Directeur général de l'Agence de l'eau ;

Vu la délibération n°2022-25 du 16/12/2022 portant modification du taux de premier acompte pour certaines
opérations ;

Vu la décision n°2023-02 du 20 mars 2023 du Directeur général définissant le taux du premier acompte pour
les opérations ne relevant pas des dispositions de la délibération n°2022-25 ;

Vu le décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement ;

Vu le dossier technique et financier présenté par le bénéficiaire à l'appui de sa demande d'aide financière ;

067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Vu la décision n°2023C01 relative à l'aide financière accordée au bénéficiaire, notifiée le 16 mars 2023 ;

La présente convention a pour objet de fixer les modalités d'attribution et de versement d'une aide au bénéficiaire.

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

ARTICLE 1 : DESCRIPTION ET CARACTÉRISTIQUES DE L'OPÉRATION

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération suivante : Programme d'animation 2023.

AID-2023-00036 : Cette opération porte sur l'animation ciblée sur les bassins de la Souffel et du Selztbach pour l'année 2023. Elle a notamment pour objectif sous-jacent d'assurer une animation technique sur les opérations prévues au CTEC de la Communauté de Communes du Kochersberg "Agissons aujourd'hui pour la Souffel de demain", établi en 2020 dans la continuité du programme "Souffel 2027", et de contribuer à l'élaboration du CTEC Seltzbach.

Elle mobilise un ETP (200 jours), soit une activité équivalente à celle de l'année 2022. Ce volume d'activité se répartit sur 5 objectifs prenant en compte les pollutions diffuses d'origine agricole et non agricole, la renaturation des cours d'eau, la protection contre les coulées boueuses et les inondations, l'adaptation aux dérèglements climatiques et la sensibilisation des acteurs. Ces objectifs, les missions qui en découlent et le nombre de jours prévisionnels affectés à chaque objectif sont détaillés en annexes de la demande d'aide.

Lors du versement de l'aide, la liquidation s'effectuera au prorata du temps de travail effectué pour la mission et sur la base du salaire réel dans la limite du montant plafond et dans la limite du nombre total de jours.

AID-2023-00038 : Cette opération correspond aux dépenses d'accompagnement pour l'animation de la Mission Eau Souffel, et se rattache à l'aide AID-2023-00036.

Elle concerne un volume d'animation de 200 jours.

Lors du règlement de l'aide, la liquidation s'effectuera au prorata du nombre de jours et sur la base du montant forfaitaire.

AID-2023-00077 : Cette opération porte sur les dépenses salariales relatives aux actions d'animation, pour l'année 2023, visant à promouvoir et mettre en œuvre une Gestion intégrée des eaux pluviales (GIEP) à l'échelle du territoire couvert par le SDEA.

Cette action mobilisera pour l'année 2023 un volume d'activité de 150 jours, réparti sur un à plusieurs agents. En effet, si l'action concerne actuellement un seul animateur, le SDEA, face à une forte demande de ses collectivités adhérentes, souhaite se doter de moyens humains supplémentaires, ciblés sur cette thématique et envisage de nouveaux recrutements en 2023.

En détail, le programme d'action présenté s'articule autour des trois axes suivants :

- Accompagnement et animation technique des maîtres d'ouvrage (communes/EPCI) pour favoriser la GIEP dans la mise en œuvre des études et projets d'aménagement urbains ;
- Sensibilisation aux bonnes pratiques dans les avis rendus sur les permis d'aménager et travail de sensibilisation auprès des aménageurs, bureaux d'études, ainsi qu'agents du SDEA;
- Portage et coordination d'opérations groupées de déraccordement de toitures individuelles (et fourniture de cuves de récupération d'eaux pluviales).

Le détail des actions et indicateurs sont précisés en annexes à la demande d'aide.

Lors du versement de l'aide, la liquidation s'effectuera au prorata du temps de travail effectué pour la mission et sur la base du salaire réel dans la limite du montant plafond et dans la limite du nombre total de jours prévus.

AID-2023-00079 : L'action d'animation consiste à accompagner les artisans ou établissements publics sur les thématiques de la gestion des déchets dangereux et des eaux usées sur les secteurs où une opération collective territoriale est déjà engagée (soit 8 opérations au 31/12/2022), sur les nouveaux secteurs (Sauer Pechelbronn et de Wissembourg) prévus pour la période du 01/01/2023 au 31/12/2023 en mettant en œuvre un plan d'action validé avec l'Agence.

Ces actions sont développées en collaboration avec l'ensemble des structures concernées (corporations, chambres de commerce et d'industrie...). Il comprend notamment le rappel des obligations aux entreprises identifiées comme non conformes et dans un second temps, il s'agira de pérenniser la démarche. Les objectifs fixés à fin 2023 de ce programme d'actions qui nécessite la mobilisation de deux animateurs

Mise en service de la plateforme
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de réception préfecture : 17/07/2023

(estimée à 400 jours) sont les suivants :

- soutien à la mise en conformité de 227 entreprises sur secteur où les opérations collectives ont été engagées,
- préparation de la liste et envoi (4 trimestre 2023) des courriers d'information sur les visites prévues au 1 semestre 2024 sur le territoire de Wissembourg,
- mises en conformité des sites non conformes opération collective en cours: 55% Sélestat 1 (Bernstein-Ungersberg, Val d'Argent), 35% Sélestat 2 (sélestat et Environ et Ried de Marckolsheim), 15% Sauer Pechebraun,
- poursuite des actions de pérennisation auprès des opérations collectives territoriales terminées : 30% des non conformités subsistantes (Bassin de la Souffel, Région Brumath, Plaine de la Sauer et du Delta de la Sauer (Seltz), territoire du Rosenmeer, Piemont Barr et Centre Ried).

Lors du versement de l'aide, la liquidation s'effectuera pour chaque agent au prorata du temps de travail qu'il effectue pour la mission et sur la base du salaire réel dans la limite du montant plafond et dans la limite du nombre total de jours prévus

AID-2023-00089 : Dépenses d'accompagnement de la mission (AID 2022 00079) liées à la mise en place de nouvelles opérations collectives ou aux suivis d'opérations collectives en cours dont l'objectif est de lutter contre la pollution toxique.

La mission requiert la mobilisation d'un nombre prévisionnel de 400 jours.

Lors du règlement de l'aide, la liquidation s'effectuera au prorata du nombre de jours et sur la base du montant forfaitaire.

AID-2023-00093 : Cette opération concerne spécifiquement les actions d'animation relevant de la compétence GEMAPI au sens strict (animation des PAPI, techniciens des commissions locales, etc.)

Elle correspond aux actions prévues pour l'année 2023. Elle représente un volume total prévisionnel d'activité de 1150 jours soit 5.75 ETP (0.75 ETP de moins qu'en 2022) et mobilisera 12 agents.

En détail, cela concerne 500 jours d'activités consacrés à la part d'animation des programmes mixtes "inondation/restauration de milieux" des 6 PAPI portés par le SDEA (Giessen-Liépvrette, PAPIs Zorn amont et Zorn aval, PAPI Sarre, PAPI Ill Ried Centre Alsace, Moder) et à une animation pour la prévention des inondations selon une approche mixte sur le bassin de la Sauer. L'ensemble de ces animations vise à promouvoir et privilégier les actions favorisant la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature pour la prévention des risques d'inondations.

Les 650 autres jours d'activités concernent les missions de conseils, d'animation des commissions locales et de mise en œuvre et de suivi des programmes globaux de restauration et de renaturation de cours d'eau et de milieux naturels aquatiques sur tous les périmètres "Grand cycle de l'eau" du SDEA et selon les priorités inscrites dans les PAOT des départements concernés par le territoire du SDEA (57, 67 et 68).

Lors du versement de l'aide, la liquidation s'effectuera au prorata du temps de travail effectué pour la mission et sur la base du salaire réel dans la limite du montant plafond et dans la limite du nombre total de jours.

AID-2023-00094 : Cette aide correspond aux dépenses d'accompagnement pour l'animation Gestion des milieux aquatiques et Prévention des inondations et se rattache à l'aide AID-2023-00093.

Elle concerne un volume d'animation de 1 150 jours.

Lors du règlement de l'aide, la liquidation s'effectuera au prorata du nombre de jours et sur la base du montant forfaitaire.

AID-2023-00095 : Cette aide concerne spécifiquement les actions d'animation relatives au suivi et à la mise en œuvre des SAGE Giessen-Liépvrette et Moder.

Cette opération correspond aux actions pour l'année 2023 et mobilisera du temps d'activités de 2 agents pour un volume total de 200 jours.

En détail cela concerne :

- 100 jours pour l'animation relative au SAGE Giessen-Liépvrette ;
- 100 jours pour l'animation relative au SAGE MODER.

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Le détail des actions et indicateurs sont précisés en annexes à la demande d'aide.

Lors du versement de l'aide, la liquidation s'effectuera au prorata du temps de travail effectué pour la mission et sur la base du salaire réel dans le limite du montant plafond et dans le limite du nombre total de jours prévus.

AID-2023-00096 : Cette aide correspond aux dépenses d'accompagnement pour l'animation des SAGE et se rattache à l'aide AID-2023-00095.

Elle concerne un volume d'animation de 200 jours.

Lors du règlement de l'aide, la liquidation s'effectuera au prorata du nombre de jours et sur la base du montant forfaitaire.

AID-2023-00111 : Cette aide concerne spécifiquement l'action d'animation relative au suivi et à la poursuite de la mise en œuvre des actions prévues dans la cadre du Plan Rhin vivant

Cette opération correspond aux actions pour l'année 2023 et mobilisera du temps d'activités d'un seul agent pour un volume total de 200 jours.

Le détail des actions et indicateurs sont précisés en annexes à la demande d'aide.

Lors du versement de l'aide, la liquidation s'effectuera au prorata du temps de travail effectué pour la mission et sur la base du salaire réel dans le limite du montant plafond et dans le limite du nombre total de jours prévus.

AID-2023-00112 : Cette aide correspond aux dépenses d'accompagnement pour l'animation du Plan Rhin vivant et se rattache à l'aide AID-2023-00111.

Elle concerne un volume d'animation de 200 jours.

Lors du règlement de l'aide, la liquidation s'effectuera au prorata du nombre de jours et sur la base du montant forfaitaire.

AID-2023-00156 : Cette opération concerne spécifiquement les actions d'animation du volet "Érosion - Coulées d'eau boueuse" du programme global d'animation porté par le SDEA pour l'année 2023.

L'animation " Érosion - Coulées d'eau boueuse " a pour objectif de sensibiliser sur les problématiques d'érosion des sols et de coulées d'eaux boueuses auprès du monde agricole et des élus des collectivités touchées par la problématique, et de négocier la mise en œuvre des aménagements d'hydraulique douce ou de pratiques culturelles

simplifiées pour freiner les coulées d'eaux boueuses. Un travail de partenariat avec la Chambre d'agriculture permet de compléter et amplifier l'action portée par le SDEA, notamment sur les pratiques culturelles.

Cette action concerne un volume prévisionnel de temps d'activité de 200 jours, soit un volume identique à l'année 2022, et devrait mobiliser deux agents sur l'année 2023.

Elle concerne la réalisation des missions suivantes :

- Coordonner les actions, animer les partenariats,
- Accompagner les acteurs agricoles pour protéger les zones à enjeux,
- Accompagner les acteurs publics pour protéger les zones à enjeux,
- Amélioration du fonctionnement des bassins versants.

Lors du versement de l'aide, la liquidation s'effectuera au prorata du temps de travail effectué pour la mission et sur la base des salaires réels dans la limite du montant plafond et dans la limite du nombre total de jours.

AID-2023-00165 : Cette aide concerne le forfait d'accompagnement de la mission d'animation érosion et coulées d'eaux boueuses.

AID-2023-00294 : Mission d'animation foncière pour la lutte contre les pollutions en nitrates et pesticides (200 jours).

Au cours de 2022, cette animation a permis notamment de faire émerger les premiers contrats d'Obligation Réelle Environnementale (ORE) et les PSE effectifs (Paiements pour Services Environnementaux) sur les

captages de la bande rhénane. Une des actions phares du programme de 2023 sera de suivre ces premiers contrats PSE et d'en tirer les premiers enseignements. Il s'agira également d'essayer de convaincre de nouveaux agriculteurs de s'engager dans ce dispositif PSE sur les territoires où cet outil est déployé.

Cette action est basée sur les éléments de missions suivants :

1. Coordonner les actions, animer les partenariats :

- accompagner tout au long de l'année les démarches de préservation des zones à enjeux EAU, et la protection des zones à enjeux érosion
- Coordonner les actions et intégrer les réflexions territoriales pour améliorer de manière cohérentes les actions sur le territoire : Plan Alimentaire Territorial, Plan Climat, Trame verte et Bleue, Projets Publics de développement Économique
- Communiquer sur les projets phares pour retour d'expérience

2. Accompagner les acteurs agricoles pour protéger les zones à enjeux

- développer des PSE et des ORE sur les territoires cibles en incluant les possibilités d'action locales (ex: comptoir agricole)
- faire vivre les les contrats Silphie long terme sur la STEU d'Herbsheim et les contrats PSE engagés
- accompagner la rédaction de l'inf'EAU FILIERES

3. Accompagner les acteurs publics pour protéger les zones à enjeux

- soutenir les projets territoriaux : Plan Climat du Pays Rhénan, trame verte et bleue, actions communales pour la biodiversité
- rédiger et distribuer l'inf'EAU FONCIER et participer à la rédaction de l'inf'EAU ELUS

4. Amélioration du fonctionnement des bassins versants

- réaliser des pré-diagnostic foncier sur zones de captages prioritaires)
- acquérir du foncier dans le cadre de Vigifoncier
- Intégrer les zones de protection eau et Érosion dans AFAF Wingersheim les Quatre bans et Alteckendorf

La mission d'animation foncière travaillera sur tout le périmètre du SDEA, prioritairement sur les zones à enjeu pour l'eau.

Le détail de toutes ces actions et leurs objectifs sont repris dans l'annexe correspondante.

Lors du versement de l'aide, la liquidation s'effectuera au prorata du temps de travail effectué pour la mission et sur la base des salaires réels dans la limite du montant plafond et dans la limite du nombre total de jours.

AID-2023-00298 : Cette opération correspond aux dépenses d'accompagnement pour l'animation foncière, et se rattache à l'aide AID-2023-00294.

Elle concerne un volume d'animation de 200 jours.

AID-2023-00299 : Missions eau pour la protection des aires d'alimentation des captages du secteur de Haguenau, d'Alsace centrale, et autres captages dégradés (3 postes, 600 jours).

Les 3 missions eau interviennent sur les captages dégradés du SDAGE (2022/2027) dont certains sont classés Grenelle, Conférence environnementale et/ouERMES.

Leurs actions ont permis, en parallèle du déploiement effectif des mesures sur les captages historiques, de parfaire la stratégie d'intervention sur l'ensemble des captages en lien avec l'actualisation de la liste des captages SDAGE (2022/2027) et des critères relatifs à la qualité de l'eau distribuée (prise en compte des métabolites du S-métolachlore)

Le programme d'actions en 2023 s'inscrit dans le cadre de la déclinaison opérationnelle de la conventionERMES avec notamment le déploiement effectif des contrats de solutions sur les captages prioritaires, notamment MOMMENHEIN et les captages de la bande Rhénane.

Ce programme d'action intégrera par ailleurs les futurs objectifs en cours de définition dans le cadre de la future conventionERMES.

Pour ce faire, les trois missions réaliseront les actions suivantes:

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

- définition des programmes d'actions basés sur le volontariat,
- information et sensibilisation des différents acteurs,
- incitation à la mise en place d'actions pertinentes par des porteurs de projet volontaires,
- aide au montage des dossiers de demande d'aide financière,
- coordination des projets, vérification du respect des préconisations et des mesures engagées,
- animation des comités technique et de pilotage,
- évaluation des programmes d'actions,
- définition d'une stratégie plus ambitieuse vis à vis des mesures préventives en lien avec la problématique de métabolites,
- participation à la construction de la poursuite de la convention ERMES.

Ces actions:

- intégreront plus particulièrement les conclusions des études filières relatives aux cultures "bas niveau d'impact" et le suivi des actions mises en œuvre dans le cadre des projets AML filières (CHANVR'EEL, APAL, Moulins des Moines, Comptoir Agricole...)
- viseront plus particulièrement le déploiement d'outils pérennes tels que le foncier, les Obligations Réelles Environnementales (ORE) et la mise en œuvre des PSE
- seront discutées dans le cadre d'un dialogue territorial visant à élaborer un programme d'actions global dans le cadre d'une démarche concertée et collective
- feront l'objet d'un suivi de leur efficacité via un réseau de surveillance de la qualité de l'eau

Outre les comités de pilotage locaux, captage par captage, le SDEA réunira au moins une fois par an un comité de pilotage relatif à chaque mission réunissant l'ensemble des partenaires (chambre d'agriculture, Direction Départementale des Territoires, Agence Régionale de Santé, OPABA, Région, Agence de l'eau).

Le détail de toutes ces actions et leurs objectifs sont repris dans l'annexe correspondante.

Lors du versement de l'aide, la liquidation s'effectuera au prorata du temps de travail effectué pour la mission et sur la base des salaires réels dans la limite du montant plafond et dans la limite du nombre total de jours.

AID-2023-00300 : Cette opération correspond aux dépenses d'accompagnement pour l'animation Missions eau captages, et se rattache à l'aide AID-2023-00299.

Elle concerne un volume d'animation de 600 jours.

AID-2023-00305 : Cette opération concerne les dépenses externalisées en communication et sensibilisation, relatives au programme d'animation 2023 porté par le SDEA, et mis en œuvre par les équipes de la Direction de la Gestion durable des bassins versants (DGDBV).

Ces actions permettent de faire émerger une dynamique de territoire sur les zones à enjeux eau avec l'ensemble des partenaires locaux, d'aider les communes dans leurs démarches et d'informer et sensibiliser le grand public à ces enjeux.

Ces dépenses externalisées concernent les actions suivantes :

- . la création et diffusion d'outils de communication (guide, plaquette...)
- . la rédaction d'articles pour les bulletins municipaux des communes en lien avec le jardinage, les filières agricoles locales, le foncier, l'érosion des sols, la protection de l'eau,
- . la rédaction de fiches techniques pour le partage d'informations,
- . l'animation de stands, de conférences, journées techniques, journées de formation,
- . l'organisation d'événements (séminaires, journée technique, etc.)
- . la participation à la Semaine des Alternatives aux Pesticides.

AID-2023-00308 : Les projets et animations, menés par les équipes de la Direction de la gestion durable des bassins versants du SDEA, dans le cadre des animations accompagnées par l'Agence et prévues au contrat de partenariat 2020-2024, impliquent des dépenses liées à des prestations externalisées indispensables à leur bon déroulement.

Cette opération concerne ces dépenses, prévues pour l'année 2023, hors dépenses spécifiques liées à la communication, la sensibilisation et l'éducation à l'environnement, qui font l'objet d'une autre aide au sein du même dossier de regroupement, étant éligibles à un taux différent.

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

En détail, ces prestations externalisées concernent :

- Les dépenses d'analyse relatives au suivi renforcé de la qualité de l'eau autour des captages prioritaires et des rivières afin d'évaluer l'évolution des pollutions, de mieux connaître les sources et transferts de polluants, et de contribuer à également à l'évaluation des actions réalisées.
- L'accompagnement juridique, par un cabinet d'avocats, des communes membres du SDEA dans la mise en œuvre d'outils fonciers visant à la préservation de la qualité de l'eau,
- Le suivi de l'outil Vigifoncier (surveillance des ventes dans les zones à enjeux eau pour activation du droit de préemption SAFER notamment).
- Des acquisitions de petits matériels et équipements, notamment de mesure et d'observations.

AID-2023-00361 : Cette opération correspond aux dépenses d'accompagnement pour l'animation "Gestion intégrée des eaux pluviales", et se rattache à l'aide AID-2023-00077.

Elle concerne un volume d'animation de 150 jours.

Lors du règlement de l'aide, la liquidation s'effectuera au prorata du nombre de jours et sur la base du montant forfaitaire

Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : 31 mars 2023

Date prévisionnelle de fin de l'opération : 31 décembre 2023

ARTICLE 2 : NATURE ET MODALITÉS DE L'AIDE

L'Agence de l'eau s'engage à apporter au bénéficiaire une aide d'un montant total prévisionnel maximum de **750.242 euros** pour la réalisation de l'opération décrite à l'article 1 selon le détail suivant :

AID-2023-00036 - Mission eau Souffel et développement des CTEC Kochersberg et Seltzbach - dépenses salariales :

Montant de l'opération : 46.800 € HT

Montant éligible : 46.800 € HT

Montant plafond : 63.000 € HT

Montant de l'assiette retenu : 46.800 € HT

Forme de l'aide : Subvention

Taux maximum de l'aide : 80 %

Montant maximum de l'aide : **37.440 €**

Justification du montant de l'assiette retenu :

L'opération nécessite 200 jours de travail en régie retenus à l'instruction.

Le montant des dépenses salariales éligible et retenu à l'instruction est de 46 800 €.

Compte tenu du montant plafond journalier de 315 €, les dépenses salariales sont plafonnées à 63 000 €.

Le montant de l'assiette retenu à l'instruction est de 46 800 €, car les dépenses salariales sont inférieures au montant plafond.

AID-2023-00038 - Mission eau Souffel et développement des CTEC Kochersberg et Seltzbach - dépenses d'accompagnement :

Montant de l'opération : 5.000 € HT

Montant éligible : 5.000 € HT

Montant plafond : sans objet

Montant de l'assiette retenu : 5.000 € HT

Forme de l'aide : Subvention forfaitaire

Taux maximum de l'aide : 100 %

Montant maximum de l'aide : **5.000 €**

Justification du montant de l'assiette retenu :

L'opération nécessite 200 jours de travail en régie retenu à l'instruction.

Compte tenu du forfait journalier de 25 €, le montant des dépenses d'accompagnement retenu à l'instruction est de 5 000 €.

AID-2023-00077 - Animation 2023 - Gestion intégrée des eaux pluviales - Dépenses salariales

Accusé de réception en préfecture
067256701152-20230631-2305010-DE
Date de récépissé : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Montant de l'opération : 44.754 € HT
Montant éligible : 44.754 € HT
Montant plafond : 47.250 € HT
Montant de l'assiette retenu : 44.754 € HT
Forme de l'aide : Subvention
Taux maximum de l'aide : 80 %
Montant maximum de l'aide : **35.804 €**

Justification du montant de l'assiette retenu :

L'action d'animation retenue mobilise 150 jours pour un montant de dépenses salariales de 44 754 €.

Conformément aux dispositions d'aide à l'animation, fixant un montant plafond journalier de 315 €/j pour les dépenses salariales, le plafond pour cette opération se calcule ainsi :

150 j x 315 € = 47 250 €, soit un montant supérieur au montant de dépenses salariales présenté.

Il est donc proposé pour le calcul de l'assiette de retenir la totalité du montant déclaré pour cette action.

AID-2023-00079 - Dépenses salariales 2023 - Animation - Opérations collectives territoriales - lutte contre la pollution toxique issue des activités économiques :

Montant de l'opération : 111.500 € HT
Montant éligible : 111.500 € HT
Montant plafond : 126.000 € HT
Montant de l'assiette retenu : 111.500 € HT
Forme de l'aide : Subvention
Taux maximum de l'aide : 80 %
Montant maximum de l'aide : **89.200 €**

Justification du montant de l'assiette retenu :

L'action d'animation mobilise 400 jours pour un montant de dépenses salariales de 111 500 €.

Conformément aux dispositions d'aide à l'animation, fixant un montant plafond journalier de 315 €/j pour les dépenses salariales, le plafond pour cette opération se calcule ainsi : 400 j x 315 € = 126 000 €, soit un montant supérieur au montant de dépenses salariales présenté.

Il est donc proposé pour le calcul de l'assiette de retenir la totalité du montant déclaré pour cette action.

AID-2023-00089 - Dépenses d'accompagnement 2023 - Animation - Opérations collectives territoriales - lutte contre la pollution toxique issue des activités économiques :

Montant de l'opération : 10.000 € HT
Montant éligible : 10.000 € HT
Montant plafond : sans objet
Montant de l'assiette retenu : 10.000 € HT
Forme de l'aide : Subvention forfaitaire
Taux maximum de l'aide : 100 %
Montant maximum de l'aide : **10.000 €**

Justification du montant de l'assiette retenu :

Conformément aux dispositions d'aide à l'animation, les dépenses d'accompagnement sont de 25€/jour, soit 25x400 = 10 000 €

AID-2023-00093 - Mission d'animation PAPI + GEMAPI (dépenses salariales) :

Montant de l'opération : 304.540 € HT
Montant éligible : 304.540 € HT
Montant plafond : 362.250 € HT
Montant de l'assiette retenu : 304.540 € HT
Forme de l'aide : Subvention
Taux maximum de l'aide : 50 %
Montant maximum de l'aide : **152.270 €**

Justification du montant de l'assiette retenu :

L'action mobilise 1 150 jours pour un coût en dépenses salariales de 304 540 €

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Le plafond global de l'opération sur ces dépenses salariales s'établit comme suit : $315 \times 1\,150 = 362\,250 \text{ €}$.

Les dépenses présentées sont inférieures au plafond calculé, hors dépenses d'accompagnement.

Il est donc proposé pour le calcul de l'assiette de retenir la totalité du montant déclaré pour cette action.

AID-2023-00094 - Mission d'animation PAPI + GEMAPI (dépenses d'accompagnement) :

Montant de l'opération : 28.750 € HT

Montant éligible : 28.750 € HT

Montant plafond : sans objet

Montant de l'assiette retenu : 28.750 € HT

Forme de l'aide : Subvention forfaitaire

Taux maximum de l'aide : 100 %

Montant maximum de l'aide : **28.750 €**

Justification du montant de l'assiette retenu :

Conformément aux dispositions d'aide à l'animation, les dépenses d'accompagnement sont calculées sur la base de 25€/jour soit $25 \times 1\,150 = 28\,750 \text{ €}$.

AID-2023-00095 - Mission d'animation SAGE Moder et Giessen-Liépvrette (dépenses salariales) :

Montant de l'opération : 57.000 € HT

Montant éligible : 57.000 € HT

Montant plafond : 63.000 € HT

Montant de l'assiette retenu : 57.000 € HT

Forme de l'aide : Subvention

Taux maximum de l'aide : 70 %

Montant maximum de l'aide : **39.900 €**

Justification du montant de l'assiette retenu :

Les actions mobilisent 200 jours répartis sur 2 agents pour un coût en dépenses salariales de 57 000 €.

Le plafond global de l'opération sur ces dépenses salariales s'établit comme suit : $315 \times 200 = 63\,000 \text{ €}$.

Les dépenses présentées sont inférieures au plafond, hors dépenses d'accompagnement.

Il est donc proposé pour le calcul de l'assiette de retenir la totalité du montant déclaré pour ces opérations.

AID-2023-00096 - Mission d'animation SAGE Moder et Giessen-Liépvrette (dépenses d'accompagnement) :

Montant de l'opération : 5.000 € HT

Montant éligible : 5.000 € HT

Montant plafond : sans objet

Montant de l'assiette retenu : 5.000 € HT

Forme de l'aide : Subvention forfaitaire

Taux maximum de l'aide : 100 %

Montant maximum de l'aide : **5.000 €**

Justification du montant de l'assiette retenu :

Conformément aux dispositions d'aide à l'animation, les dépenses d'accompagnement sont calculées sur la base de 25€/jour soit $25 \times 200 = 5\,000 \text{ €}$.

AID-2023-00111 - Mission d'animation Plan Rhin Vivant (dépenses salariales) :

Montant de l'opération : 54.000 € HT

Montant éligible : 54.000 € HT

Montant plafond : 63.000 € HT

Montant de l'assiette retenu : 54.000 € HT

Forme de l'aide : Subvention

Taux maximum de l'aide : 80 %

Montant maximum de l'aide : **43.200 €**

Justification du montant de l'assiette retenu :

L'action mobilise 200 jours pour un agent mobilisé et un coût en dépenses salariales de 54 000 €.

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531_23A5010-DE
Mairie de Giessen-Liépvrette
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Le plafond global de l'opération sur ces dépenses salariales s'établit comme suit : $315 \times 200 = 63\,000$ €.

Les dépenses présentées sont inférieures au plafond, hors dépenses d'accompagnement.

Il est donc proposé pour le calcul de l'assiette de retenir la totalité du montant déclaré pour ces opérations.

AID-2023-00112 - Mission d'animation Plan Rhin Vivant (dépenses d'accompagnement) :

Montant de l'opération : 5.000 € HT

Montant éligible : 5.000 € HT

Montant plafond : sans objet

Montant de l'assiette retenu : 5.000 € HT

Forme de l'aide : Subvention forfaitaire

Taux maximum de l'aide : 100 %

Montant maximum de l'aide : **5.000 €**

Justification du montant de l'assiette retenu :

Cette mission d'animation mobilise 200 jours de travail.

Le montant du forfait d'accompagnement s'élève donc à $25 \times 200 = 5\,000$ €.

AID-2023-00156 - Mission d'animation érosion (dépenses salariales) :

Montant de l'opération : 51.440 € HT

Montant éligible : 51.440 € HT

Montant plafond : 63.000 € HT

Montant de l'assiette retenu : 51.440 € HT

Forme de l'aide : Subvention

Taux maximum de l'aide : 50 %

Montant maximum de l'aide : **25.720 €**

Justification du montant de l'assiette retenu :

Cette mission comporte 200 jours d'animation pour un coût global des dépenses salariales de 51 440 €, entièrement éligibles.

Le montant plafond s'élève à $200 \times 315 = 63\,000$ €.

L'assiette de l'aide aux dépenses salariales est donc de 51 440 €.

AID-2023-00165 - Mission d'animation érosion (dépenses d'accompagnement) :

Montant de l'opération : 5.000 € HT

Montant éligible : 5.000 € HT

Montant plafond : sans objet

Montant de l'assiette retenu : 5.000 € HT

Forme de l'aide : Subvention

Taux maximum de l'aide : 100 %

Montant maximum de l'aide : **5.000 €**

Justification du montant de l'assiette retenu :

Cette mission d'animation mobilise 200 jours de travail.

Le montant du forfait d'accompagnement s'élève donc à $25 \times 200 = 5\,000$ €.

AID-2023-00294 - Mission d'animation - Année 2023 - Animation foncière - Dépenses salariales :

Montant de l'opération : 56.600 € HT

Montant éligible : 56.600 € HT

Montant plafond : 63.000 € HT

Montant de l'assiette retenu : 56.600 € HT

Forme de l'aide : Subvention

Taux maximum de l'aide : 80 %

Montant maximum de l'aide : **45.280 €**

Justification du montant de l'assiette retenu :

L'action mobilise 200 jours pour un coût en dépenses salariales de 56 600 €.

Le plafond global de l'opération sur ces dépenses salariales s'établit comme suit : $315 \times 200 = 63\,000$ €.

Système de capture en pdf
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Le montant de l'action déclaré est inférieur au montant plafond.

Il est donc proposé pour le calcul de l'assiette de retenir la totalité du montant de dépenses salariales déclaré pour cette action, soit 56 600 €.

AID-2023-00298 - Mission d'animation - Année 2023 - Animation foncière - Dépenses d'accompagnement :

Montant de l'opération : 5.000 € HT

Montant éligible : 5.000 € HT

Montant plafond : sans objet

Montant de l'assiette retenu : 5.000 € HT

Forme de l'aide : Subvention forfaitaire

Taux maximum de l'aide : 100 %

Montant maximum de l'aide : **5.000 €**

Justification du montant de l'assiette retenu :

Conformément aux dispositions d'aide à l'animation, les dépenses d'accompagnement sont de 25€/jour, soit 25 € x 200 j = 5 000 €.

AID-2023-00299 - Mission d'animation - Année 2023 - Missions eau captages - Dépenses salariales :

Montant de l'opération : 168.068 € HT

Montant éligible : 168.068 € HT

Montant plafond : 189.000 € HT

Montant de l'assiette retenu : 168.068 € HT

Forme de l'aide : Subvention

Taux maximum de l'aide : 70 %

Montant maximum de l'aide : **117.648 €**

Justification du montant de l'assiette retenu :

L'action mobilise 600 jours pour un coût en dépenses salariales de 168 068 €.

Le plafond global de l'opération sur ces dépenses salariales s'établit comme suit : 315*600 = 189 000 €.

Le montant de l'action déclaré est inférieur au montant plafond.

Il est donc proposé pour le calcul de l'assiette de retenir la totalité du montant de dépenses salariales déclaré pour cette action, soit 168 068 €.

AID-2023-00300 - Mission d'animation - Année 2023 - Missions eau captages - Dépenses d'accompagnement :

Montant de l'opération : 15.000 € HT

Montant éligible : 15.000 € HT

Montant plafond : sans objet

Montant de l'assiette retenu : 15.000 € HT

Forme de l'aide : Subvention forfaitaire

Taux maximum de l'aide : 100 %

Montant maximum de l'aide : **15.000 €**

Justification du montant de l'assiette retenu :

Conformément aux dispositions d'aide à l'animation, les dépenses d'accompagnement sont de 25€/jour, soit 25 € x 600 j = 15 000 €.

AID-2023-00305 - Dépenses externalisées de communication relatives au programme d'animation 2023 de la Direction GDBV du SDEA :

Montant de l'opération : 94.200 € HT

Montant éligible : 92.200 € HT

Montant plafond : sans objet

Montant de l'assiette retenu : 92.200 € HT

Forme de l'aide : Subvention

Taux maximum de l'aide : 40 %

Montant maximum de l'aide : **36.880 €**

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Justification du montant de l'assiette retenu :

Parmi les dépenses présentées, qui s'élèvent à 94 200 €, seul le poste concernant les dépenses en matériel lié à l'organisation de COPIL et COTECH n'est pas retenu, puisque déjà compris dans les aides relatives aux dépenses d'accompagnement des missions d'animation concernées par ces dépenses externalisées.

L'ensemble des autres dépenses présentées pour cette opération est éligible. Il est donc proposé de retenir le montant de 92 200 € le calcul de l'assiette.

AID-2023-00308 - Dépenses externalisées relatives au programme d'animation 2023 de la Direction GDBV du SDEA - hors dépenses de communication :

Montant de l'opération : 55.500 € HT

Montant éligible : 55.500 € HT

Montant plafond : sans objet

Montant de l'assiette retenu : 55.500 € HT

Forme de l'aide : Subvention

Taux maximum de l'aide : 80 %

Montant maximum de l'aide : **44.400 €**

Justification du montant de l'assiette retenu :

L'ensemble des dépenses présentées est éligible. Il est donc proposé de retenir la totalité du montant déclaré par le maître d'ouvrage pour le calcul de l'assiette.

AID-2023-00361 - Animation 2023 - Gestion intégrée des eaux pluviales - Dépenses d'accompagnement :

Montant de l'opération : 3.750 € HT

Montant éligible : 3.750 € HT

Montant plafond : sans objet

Montant de l'assiette retenu : 3.750 € HT

Forme de l'aide : Subvention forfaitaire

Taux maximum de l'aide : 100 %

Montant maximum de l'aide : **3.750 €**

Justification du montant de l'assiette retenu :

Conformément aux dispositions d'aide à l'animation, l'assiette de l'aide pour les dépenses d'accompagnement se calcule sur la base de 25€/jour, soit $25 \times 150 = 3\,750$ €.

Il est convenu que seul le taux d'aide identifié ci-dessus fait foi. Le montant de l'aide versée sera déterminé à la fin de l'opération, au vu des justificatifs fournis à l'appui de l'opération dans le cadre de l'examen du service fait.

ARTICLE 3 : DURÉE DE LA CONVENTION ET ELIGIBILITE TEMPORELLE DES PIECES JUSTIFICATIVES DE LA DEPENSE

La présente convention est conclue pour une durée maximum de 48 mois à compter de sa notification au bénéficiaire, durée pendant laquelle l'intégralité de l'opération aidée devra être réalisée. La convention prend effet à la date de sa notification par l'Agence de l'eau comprise comme date de signature par le représentant de l'Agence augmentée de cinq jours francs.

La date d'échéance de la présente convention est fixée au 25 juillet 2027.

La durée de la présente convention est éventuellement prorogeable d'un an sur décision du Directeur général de l'Agence de l'eau et sur demande motivée du bénéficiaire formulée par écrit. Cette demande devra obligatoirement être formulée auprès de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse avant la date d'échéance de la présente convention, cachet de la Poste faisant foi pour les demandes adressées par courrier.

Les pièces justificatives de la dépense sont temporellement éligibles dès lors qu'elles ont été émises, acquittées et adressées à l'Agence pour justification pendant la durée visée à l'annexe n°1 à la présente convention. En cas de dépassement prévisionnel de ces délais, il appartient au maître d'ouvrage de prendre l'attache de l'Agence avant la date d'échéance de l'acte d'octroi pour demander le cas échéant un avenant de prorogation.

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

- 4.1.** Le bénéficiaire s'engage à démarrer l'opération et à en informer par écrit l'Agence de l'eau dans le délai d'un an à compter de la notification de la convention d'aide. A défaut, le Directeur général de l'Agence de l'eau constate la caducité de la décision d'aide et la convention sera résolue.

Le délai de caducité ne peut être prolongé que sur demande expresse du bénéficiaire, dûment motivée, et formée dans le délai d'un an à compter de la notification de la convention d'aide.

La prolongation du délai de caducité ne saurait porter prolongation de la durée de la convention au-delà des 6 ans.

- 4.2.** Le bénéficiaire s'engage à associer l'Agence de l'eau au processus d'élaboration et de suivi de l'opération.
- 4.3.** Le bénéficiaire devra se conformer aux dispositions figurant dans la délibération relative aux conditions communes des aides de l'Agence de l'eau, ainsi qu'à celles figurant dans la délibération particulière applicable à son opération.
- 4.4.** Le bénéficiaire s'engage à se soumettre aux contrôles techniques et financiers qui peuvent se dérouler sur pièces et sur place, par ou pour le compte de l'Agence de l'eau dans le cadre de l'opération aidée.

La présente opération est susceptible de faire l'objet d'un contrôle sur pièce et sur place jusqu'au 31/12/2029. Le bénéficiaire est en conséquence responsable d'archiver et de tenir à la disposition de l'Agence de l'Eau toutes pièces juridiques, administratives, comptables et financières relatives aux conditions d'exécution de l'opération aidée jusqu'à cette même date. Notamment, s'agissant d'opérations réalisées par voie de marchés publics et, en complément des pièces justificatives déjà exigées dans le cadre de l'examen de service fait par l'Agence de l'eau, le bénéficiaire tient à la disposition du contrôle toute pièce de marché permettant de vérifier les conditions de liquidation des prestations justifiées (acte d'engagement, CCAP, CCTP, le cas échéant garantie à première demande etc.) et notamment les pièces attestant de la conforme mise en œuvre des retenues de garantie et, le cas échéant, des pénalités de retard.

- 4.5.** Le bénéficiaire s'engage à faire obligatoirement mention de la participation de l'Agence :
- pour les opérations consistant en un investissement, directement sur le projet aidé, de façon pérenne en utilisant le logo de l'Agence tel que posé par la Charte graphique de l'établissement ;
 - plus largement, sur tous les supports de communication relatifs au projet aidé (panneau de chantier, plaquette, carton d'invitation, affiche et programme annonçant une manifestation) en utilisant le logo conformément à la charte graphique disponible sur le site internet de l'Agence de l'eau ;
 - dans tous les communiqués de presse dédiés à la présentation du projet.

En sus le bénéficiaire informe et invite l'Agence à toute initiative médiatique ayant trait au projet (inaugurations notamment).

ARTICLE 5 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Le montant total maximum prévisionnel de l'aide est celui précisé dans l'article 2 « Nature et modalité de l'aide ».

L'assiette des dépenses éligibles telle qu'identifiée dans la présente convention ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une révision à la hausse pour tenir compte de dépassements des coûts initiaux ou d'aléas de mise en œuvre. Le cas échéant, une nouvelle demande d'aides devra donc être reformulée auprès de l'Agence sans engagement acquis de suite favorable.

5.1. MONTANT TOTAL DE L'AIDE ATTRIBUÉE SOUS FORME DE SUBVENTION OU DE FORFAITS

Montant total de l'aide inférieur ou égal à 23 000 €

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

- il sera versé en totalité dès réalisation complète de l'opération sur présentation de l'état justificatif des dépenses, dûment complété et signé par le bénéficiaire, contresigné par le comptable assignataire. Pour les associations, les EPCI sans fiscalité propre ainsi que les petites et moyennes entreprises, et sur demande expresse du maître d'ouvrage, un premier acompte dont le taux est fixé en annexe pourra être versé sur présentation d'éléments justifiant du début d'exécution de l'opération (ordre de service, état d'avancement financier des travaux, ...).

Montant total de l'aide supérieur à 23 000 € et inférieur ou égal à 50 000 €

- un premier acompte dont le taux est fixé en annexe sera versé sur présentation d'éléments justifiant du début d'exécution de l'opération (ordre de service, état d'avancement financier des travaux, ...) ;
- le solde sera versé dès réalisation complète de l'opération sur présentation de l'état justificatif des dépenses, dûment complété et signé par le bénéficiaire, contresigné par le comptable assignataire.

Montant total de l'aide supérieur à 50 000 €

- sous réserve d'absence de difficultés conjoncturelles de trésorerie, un premier acompte dont le taux est fixé en annexe sera versé sur présentation d'éléments justifiant du début d'exécution de l'opération (ordre de service, état d'avancement financier des travaux, ...) ;
- un ou deux acomptes intermédiaires dans la limite de 80% sur présentation de l'état justificatif fourni par l'Agence de l'eau, dûment complété et signé par le bénéficiaire ;
- le solde sera versé dès réalisation complète de l'opération sur présentation de l'état justificatif fourni par l'Agence de l'eau, dûment complété et signé par le bénéficiaire, contresigné par le comptable assignataire.

Lorsque le montant total de l'aide est supérieur à 1 000 000 €, un échéancier de versements pourra être établi par l'Agence de l'eau en association avec le bénéficiaire.

Forfait

Les modalités de versement des aides accordées et instruites au moyen de forfait(s) répondent aux règles de seuil décrites au présent article 5.1.

Chaque subvention pourra être mandatée séparément.

5.2. MONTANT TOTAL ATTRIBUÉ SOUS FORME D'AVANCE REMBOURSABLE

Les avances remboursables et les subventions seront versées concomitamment et selon les modalités précisées à l'article 5.1.

L'aide accordée sous forme d'avance est consentie pour une durée fixée à 10 ans pour les collectivités et à 5 ans pour les opérateurs économiques (hors milieu agricole).

L'avance est remboursable selon les modalités suivantes :

- la première échéance est fixée au 1^{er} février de la deuxième année qui suit celle au cours de laquelle le premier versement de l'avance a été effectué ;
- le montant des annuités sera ajusté à chaque versement de l'avance ;
- à l'issue du dernier versement, le remboursement se fait par annuités constantes et à terme échu ;
- lorsque l'échéance mise en recouvrement n'a pas fait l'objet d'un paiement par le débiteur, l'Agence de l'eau pourra, après mise en demeure, procéder à l'émission d'un titre de recette pour la totalité du capital restant dû.

5.3. L'Agence de l'eau s'assure, avant versement de l'aide, de la réalité de l'exécution de l'opération pour laquelle elle a accordé cette aide.

5.4. Aucun versement ne sera effectué pour une opération qui ne respecterait pas les prescriptions relatives à l'eau imposées par la législation en vigueur.

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

- 5.5. L'aide sera soldée si le bénéficiaire a réalisé l'opération prévue à la présente convention sous réserve que les conditions éventuelles particulières suivantes soient également remplies :

Condition concernant l'opération N°**AID-2023-00036** - Mission eau Souffel et développement des CTEC Kochersberg et Seltzbach - dépenses salariales : Néant

Condition concernant l'opération N°**AID-2023-00038** - Mission eau Souffel et développement des CTEC Kochersberg et Seltzbach - dépenses d'accompagnement : Néant

Condition concernant l'opération N°**AID-2023-00077** - Animation 2023 - Gestion intégrée des eaux pluviales - Dépenses salariales : Néant

Condition concernant l'opération N°**AID-2023-00079** - Dépenses salariales 2023 - Animation - Opérations collectives territoriales - lutte contre la pollution toxique issue des activités économiques : Néant

Condition concernant l'opération N°**AID-2023-00089** - Dépenses d'accompagnement 2023 - Animation - Opérations collectives territoriales - lutte contre la pollution toxique issue des activités économiques : Néant

Condition concernant l'opération N°**AID-2023-00093** - Mission d'animation PAPI + GEMAPI (dépenses salariales) : Néant

Condition concernant l'opération N°**AID-2023-00094** - Mission d'animation PAPI + GEMAPI (dépenses d'accompagnement) : Néant

Condition concernant l'opération N°**AID-2023-00095** - Mission d'animation SAGE Moder et Giessen-Liépvrette (dépenses salariales) : Néant

Condition concernant l'opération N°**AID-2023-00096** - Mission d'animation SAGE Moder et Giessen-Liépvrette (dépenses d'accompagnement) : Néant

Condition concernant l'opération N°**AID-2023-00111** - Mission d'animation Plan Rhin Vivant (dépenses salariales) : Néant

Condition concernant l'opération N°**AID-2023-00112** - Mission d'animation Plan Rhin Vivant (dépenses d'accompagnement) : Néant

Condition concernant l'opération N°**AID-2023-00156** - Mission d'animation érosion (dépenses salariales) : Néant

Condition concernant l'opération N°**AID-2023-00165** - Mission d'animation érosion (dépenses d'accompagnement) : Néant

Condition concernant l'opération N°**AID-2023-00294** - Mission d'animation - Année 2023 - Animation foncière - Dépenses salariales : Néant

Condition concernant l'opération N°**AID-2023-00298** - Mission d'animation - Année 2023 - Animation foncière - Dépenses d'accompagnement : Néant

Condition concernant l'opération N°**AID-2023-00299** - Mission d'animation - Année 2023 - Missions eau captages - Dépenses salariales : Néant

Condition concernant l'opération N°**AID-2023-00300** - Mission d'animation - Année 2023 - Missions eau captages - Dépenses d'accompagnement : Néant

Condition concernant l'opération N°**AID-2023-00305** - Dépenses externalisées de communication relatives au programme d'animation 2023 de la Direction GDBV du SDEA : Néant

Condition concernant l'opération N°**AID-2023-00308** - Dépenses externalisées relatives au programme d'animation 2023 de la Direction GDBV du SDEA - hors dépenses de communication : Néant

067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Condition concernant l'opération N°**AID-2023-00361** - Animation 2023 - Gestion intégrée des eaux pluviales - Dépenses d'accompagnement : Néant

- 5.6.** Le bénéficiaire s'engage à tenir à disposition de l'Agence de l'eau l'ensemble des pièces justificatives de la réalisation de l'opération jusqu'au 31 décembre 2029.
- 5.7.** L'Agence de l'eau peut suspendre le versement de l'aide lorsqu'elle constate que les travaux ne sont pas en conformité avec l'opération décrite dans l'article 1 jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé entre le bénéficiaire et elle-même.
- 5.8.** L'Agent comptable de l'Agence de l'eau effectuera le versement de l'aide financière au compte bancaire ou postal indiqué par le bénéficiaire :

IBAN : FR353000100806G675000000045 - BIC : BDFEFRPPCCT
Domiciliation : BDF STRASBOURG
Titulaire : TRESORERIE SDEA ALSACE MOSELLE

ARTICLE 6 : MODIFICATION / RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être modifiée à l'initiative de l'une ou l'autre des parties. Cette modification fait alors l'objet d'un avenant qui ne pourra être pris que si la demande a été adressée à l'Agence avant la date d'échéance visée à l'article 3.

La convention peut être résiliée à l'initiative du bénéficiaire en raisons de graves difficultés financières rencontrées par lui et compromettant la poursuite des opérations. Il en donne notification dûment motivée et justifiée à l'Agence de l'eau. Dans ce cas, la résiliation donne lieu à une décision du Directeur général de l'Agence de l'eau précisant les conditions administratives et financières de celle-ci.

En cas d'inexécution ou de manquements constatés du bénéficiaire de l'aide à l'une ou plusieurs de ses obligations contractuelles, l'Agence de l'eau peut procéder à la résiliation de la présente convention sans indemnité. La résiliation est précédée d'une mise en demeure, adressée par l'Agence de l'eau au bénéficiaire de l'aide, qui indique les manquements reprochés et les délais impartis au bénéficiaire pour se conformer à ses obligations. Le bénéficiaire peut présenter les raisons de son (ou ses) manquement(s). En cas de non-respect de cette mise en demeure, la convention pourra, sans nouvelle mise en demeure, être résiliée.

En cas d'abandon des travaux par le bénéficiaire, le contrat est résolu de plein droit. La résolution emporte obligation immédiate pour le bénéficiaire de restituer les sommes perçues.

A titre exceptionnel, en cas de réalisation partielle de l'opération qui présente néanmoins un intérêt certain pour la protection des milieux aquatiques, l'Agence de l'eau pourra verser une partie de l'aide sur demande motivée du bénéficiaire et appliquer une réfaction correspondant au prorata des aides le cas échéant versées sur le périmètre de dépenses irrégulières ou non justifiées au sens du conventionnement attributif. Ce montant est le cas échéant également identifié en tenant compte de la gravité ou du manquement constaté. Le bénéficiaire est alors informé précisément des motivations techniques de l'Agence ainsi que des modalités de calcul mises en œuvre pour identifier le montant de la réfaction ou du reversement et dispose d'un délai contradictoire de deux mois pour communiquer tous éléments susceptibles de permettre une révision du montant du reversement ou de la réfaction. Le cas échéant et à l'issue du délai contradictoire, le montant final du reversement ou de la réfaction est arrêté par décision du Directeur général.

En cas de surfinancement de l'opération constaté notamment à l'étape de liquidation du solde, l'Agence de l'Eau est susceptible de procéder à une réfaction du montant de son aide voire de demander le reversement des sommes trop perçues si les montants déjà versés contribuent à générer un dépassement du taux d'aide conventionné ou pour assurer le respect du taux maximum d'aides publiques autorisé.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE SERVICE FAIT

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Pour justifier la conforme exécution du projet soutenu ainsi que pour permettre de vérifier la réalité et la régularité des dépenses engagées par le bénéficiaire, le solde des aides de l'Agence est réalisé après réalisation d'un contrôle de service fait complet.

Toute demande d'acompte intermédiaire oblige le bénéficiaire à la production d'un état justificatif des dépenses engagées signé à l'Agence de l'eau.

A l'appui de la demande de solde, le bénéficiaire s'engage ainsi à produire les pièces suivantes :

- un état récapitulatif exhaustif de l'intégralité des dépenses justifiées signé du maître d'ouvrage faisant figurer les références et date du paiement (n° de mandat / date d'acquittement / identification de l'émetteur / références de la facture). Cet état récapitulatif est visé du comptable public pour la maîtrise d'ouvrage publique et d'un expert-comptable ou d'un commissaire aux comptes pour la maîtrise d'ouvrage privée aux fins de vérifier le caractère probant des dépenses ;
- pour les opérations réalisées dans le cadre de marchés publics, comme minima, la pièce matérialisant l'engagement du bénéficiaire de l'aide et de son prestataire ;
- une copie des factures ou situations de travaux sur la base desquelles le maître d'ouvrage a procédé au paiement des prestations justifiées ;
- pour les opérations d'animation et toutes formes de dépenses de rémunération salariale : une copie de la lettre de mission signée du représentant du bénéficiaire, employeur, permettant de vérifier lisiblement l'affectation temporelle de l'effectif considéré au projet soutenu par l'Agence ; le cas échéant, si le personnel valorisé est affecté à temps-plein sur la mission considérée, la production d'une copie du contrat de travail est admise en lieu et place de la lettre de mission. Ce justificatif est accompagné de l'ensemble des bulletins de paie correspondant à la période de réalisation du projet. Ces dépenses sont également détaillées dans l'état récapitulatif visé ci-dessus ;
- pour toute demande de solde, un justificatif d'exécution de l'opération retraçant synthétiquement les modalités de mise en œuvre du projet et les objectifs atteints. Il pourra s'agir d'une synthèse de maîtrise d'œuvre pour les investissements ou d'une copie des livrables réalisés pour les études ; à défaut un rapport spécifique élaboré par le maître d'ouvrage sera exigé ;
- toutes pièces attestant, au solde de l'opération, de la conforme mise en œuvre des obligations de publicité du concours de l'Agence (photographies du panneau de chantier ou de plaque permanente pour les investissements, livrables d'études faisant figurer le logo de l'Agence, coupures de presse mentionnant la participation financière de l'Agence) ;
- pour les opérations mises en œuvre par la voie du crédit-bail et au solde de l'opération, un échéancier à jour produit par le crédit-bailleur laissant vérifier la prise en compte des aides octroyées par l'Agence au bénéfice du crédit-preneur ;
- plus largement, toutes pièces justificatives complémentaires requises au cas d'espèce des différentes politiques d'intervention de l'Agence.

Pour les aides accordées et instruites au moyen de forfait(s), de façon dérogatoire au présent article, seul un état récapitulatif du nombre d'unités réalisées signé du maître d'ouvrage est exigé pour justification du service fait. Le ou les états récapitulatifs demandés répond(ent) le cas échéant au formalisme des attestations adressées par l'Agence de l'eau au bénéficiaire.

Un état récapitulatif des cofinancements publics et privés ainsi que des recettes le cas échéant perçus au titre du financement de l'opération, signé du comptable public pour la maîtrise d'ouvrage publique, d'un expert-comptable ou d'un commissaire aux comptes pour la maîtrise d'ouvrage privée est produit à l'Agence de l'eau dès perception du solde du dernier cofinanceur.

ARTICLE 8: CHANGEMENT DE STATUT DU BÉNÉFICIAIRE

Le bénéficiaire est tenu d'informer dans les plus brefs délais l'Agence de l'eau de tout changement de statut, de forme juridique dont il est l'objet, de toute cessation d'activité ainsi que de l'existence de procédures collectives ouvertes à son encontre (redressement judiciaire, liquidation judiciaire, plan de sauvegarde).

Si le bénéficiaire est une collectivité publique, celle-ci est tenue d'informer l'Agence de l'eau de tout changement affectant son statut ou de tout transfert de compétence en rapport avec l'objet du contrat.

ARTICLE 9 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Les parties s'engagent, en cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, à chercher un règlement amiable par la voie du recours gracieux.

En cas d'échec des voies de règlement amiable, tout litige sera porté devant le tribunal administratif de STRASBOURG.

ARTICLE 10 : SIGNATURES

Le bénéficiaire déclare avoir pris connaissance et accepté les dispositions ci-dessus mentionnées.

Pour le bénéficiaire,

Le Directeur général de l'Agence
de l'eau Rhin-Meuse,

Cette convention est accompagnée de 3 annexes techniques et financières.

La délibération relative aux dispositions communes des aides de l'Agence de l'eau est également annexée.

Information sur la mise en œuvre des prescriptions relatives à la protection générale des données (règlement général sur la protection des données personnelles RGPD n° R (UE) 2016/679).

Les données personnelles du signataire (nom, prénom et coordonnées de contact) compris comme représentant de l'entité formulant la demande d'aide auprès de l'agence de l'Eau, responsable de traitement de vos données à caractère personnel, sont nécessaires pour vérifier la qualité et la compétence à agir de la personne ainsi identifiée. Ces données sont conservées dans un délai de 10 ans à compter du solde financier du dossier pour les aides versées sous forme de subvention, dans un délai de 20 ans pour les aides versées sous forme d'avance remboursable. L'agence de l'eau Rhin-Meuse s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires permettant de garantir la sécurité et la confidentialité des informations fournies par le bénéficiaire pour le traitement de son dossier. Elle assure au bénéficiaire une collecte et un traitement d'informations personnelles dans le respect de la vie privée conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Les données personnelles relatives à des personnes dont la masse salariale serait valorisée parmi les dépenses justifiables auprès de l'agence de l'eau Rhin-Meuse (nom, prénom, copie(s) de contrat d'embauche, bulletins de salaire, lettres de mission etc.) sont exigées pour des motifs nécessaires de vérification du service fait et d'élaboration du certificat de paiement des aides. Elles sont conservées dans les mêmes conditions de délai qu'exposées supra.

Dans le cadre des contrôles a posteriori notamment visés à l'article 4.4, les données personnelles le cas échéant ainsi collectées sont conservées dans un délai de 10 ans à compter de la date de clôture officielle du contrôle.

En vertu des articles 39 et 40 de la loi en date du 6 janvier 1978 modifiée ainsi que du règlement RGPD susmentionné, le bénéficiaire dispose d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition de ses données personnelles. Il exerce ce droit :

- par mail à protection-donnees@eau-rhin-meuse.fr ;
- par voie postale à :

Agence de l'Eau Rhin Meuse

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Délégation à la protection des données personnelles

« Le Longeau », Route de Lessy, Rozérieulles, BP 30019, 57161 MOULINS LES METZ CEDEX

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

DÉLIBÉRATION N° 2021/24 DU 2 DECEMBRE 2021 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES COMMUNES APPLICABLES AUX AIDES DE L'AGENCE DE L'EAU

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse,

- Vu le Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne dans sa version consolidée,
- Vu le règlement R (UE) 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne modifié par le règlement R (UE) 2017/1084 du 14 juin 2017 tel que prorogé jusqu'au 31 décembre 2023 par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 et modifié par le règlement (UE) n°2021/1237 de la Commission du 23 juillet 2021 ;
- Vu le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis tel que prorogé jusqu'au 31 décembre 2023 par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 ;
- Vu le règlement (UE) n°717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture tel que prorogé jusqu'au 31 décembre 2022 par le règlement n°2020/3008 de la Commission du 8 décembre 2020 ;
- Vu le règlement (UE) n°2016/679 du 26 avril 2016 dit règlement général sur la protection des données ;
- Vu l'encadrement communautaire des aides d'Etat à la recherche, au développement et à l'innovation 2014/C 198/01 du 27 juin 2014 ;
- Vu le régime cadre exempté de notification n° sa-40647 relatif aux aides à la protection de l'environnement, à la recherche, au développement et à l'innovation et destinées à remédier aux dommages causés par certaines calamités naturelles des agences de l'eau pour la période 2015-2020 tel que prorogé jusqu'au 31 décembre 2023 par le régime n°sa.58973 ;
- Vu le régime cadre exempté de notification n° sa-40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 tel que prorogé jusqu'au 31 décembre 2023 par le régime n°sa.58995 ;
- Vu le régime cadre exempté de notification n°SA.45426 relatif aux aides en faveur des entreprises dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture des agences de l'eau pour la période 2016-2020 ;
- Vu le régime cadre exempté de notification n°sa-40957 relatif aux aides à la recherche et au développement dans les secteurs agricole et forestier tel que prorogé jusqu'au 31 décembre 2022 par le régime n°sa.60580 ;
- Vu la Directive Cadre (2000/60/CE) pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau du 23 octobre 2000,
- Vu la décision du 20 décembre 2011 C(2011) 9380 relative à l'application de l'article 106 § 2 du traité sur le fonctionnement

de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion des services d'intérêt économique général ;

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la loi constitutionnelle n°2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'environnement et notamment son article R.213-32,
- Vu le Code de la Propriété intellectuelle,
- Vu le Code de la Santé publique,
- Vu le Code de la Commande publique,
- Vu le Code des relations entre le public et l'administration,
- Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- Vu la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics,
- Vu la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux aquatiques,
- Vu la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement ;
- Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'Environnement ;
- Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;
- Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et notamment ses articles 3 à 8 pour les demandes de subventions reçues avant le 1^{er} octobre 2018 ;
- Vu le décret n°2018-514 du 25 juin 2018, relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement ;
- Vu le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;
- Vu sa délibération n°2021/32 du 2 décembre 2021 adoptant le 11^{ème} Programme d'intervention de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse » révisé ;
- Vu la délibération n°2020/19 du 16 octobre 2020 portant dispositions générales communes relatives à la détermination des aides de l'Agence de l'eau ;
- Vu le rapport du Directeur général de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse,

et après avoir valablement délibéré,

DÉCIDE

ARTICLE 1. OBJET DE LA PRÉSENTE DÉLIBÉRATION

Agence de l'eau Rhin-Meuse
067-256701152-20230331-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

La présente délibération fixe les dispositions générales communes applicables aux aides attribuées par l'Agence de l'eau au cours de son 11^{ème} Programme d'intervention.

ARTICLE 2. PRINCIPES COMMUNS D'INTERVENTION

L'Agence de l'eau définit et mobilise les orientations de son programme pluriannuel d'intervention pour atteindre les objectifs de bon état des eaux à échéance 2027 ainsi que les objectifs environnementaux fixés par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du Rhin et de la Meuse déclinant les prescriptions de la Directive Cadre sur l'Eau du 23 octobre 2000 à l'échelle du bassin Rhin-Meuse. En conséquence, elle apporte directement ou indirectement des concours financiers sous forme de subventions, de primes de résultat ou d'avances remboursables pour la réalisation d'actions ou de travaux d'intérêt commun au bassin qui contribuent à la gestion équilibrée de la ressource en eau, des milieux aquatiques et de la biodiversité.

L'Agence de l'eau n'accompagne que les projets respectant la réglementation communautaire et nationale en vigueur et – sans pour autant exercer un contrôle de la légalité – veille au strict respect de ces normes dans les modalités de déploiement financières et matérielles de ses aides. Sur le fondement de ces principes et sauf principe dérogatoire (délibérations particulières, arrêtés ministériels notamment et opérations dont la nature d'intérêt général en justifierait la circonstance), elle n'accorde pas de soutien financier ayant pour effet de porter l'intensité des aides publiques au-delà du seuil de 80% du montant prévisionnel de l'assiette subventionnable engagée par le demandeur.

De même, les concours de l'Agence de l'eau ne sont pas accordés ou ne peuvent pas faire l'objet de versement aux personnes qui ne sont pas à jour du paiement à échéance des redevances ou du remboursement des avances dues à l'Agence de l'eau.

L'Agence de l'eau favorise les projets présentant la solution la plus efficiente au vu des résultats attendus sur le milieu et recherche, avec les maîtres d'ouvrage, le meilleur rapport coût/efficacité.

Les travaux faisant l'objet d'une demande d'aide auprès de l'Agence de l'eau sont toujours précédés d'une étude préalable de définition des travaux.

Par ailleurs, l'Agence de l'eau incite les maîtres d'ouvrages à appréhender dans leurs projets ou sur leur territoire l'ensemble des objectifs environnementaux. Elle encourage notamment le choix de solution renforçant de façon économiquement responsable la prise en compte du développement durable, par la réduction de ses impacts générés sur l'environnement dans son ensemble (émissions de gaz à effet de serre, consommation des ressources, etc.), l'intégration des enjeux liés au changement climatique ou l'intensification des dispositions mises en œuvre sur sa dimension sociale par la mise en œuvre de conditionnalités spécifiques à l'octroi des aides. Les critères sur lesquels sont réalisés des efforts particuliers susceptibles de satisfaire aux conditionnalités exigées sont examinés dès la phase de définition du projet à travers des études dédiées et sont à adapter aux enjeux environnementaux spécifiques du projet concerné.

De façon générale, doivent être privilégiées, à bénéfice équivalent pour la ressource en eau, les solutions préventives aux solutions curatives, les solutions dites « fondées sur la nature », les solutions extensives aux solutions intensives. En outre, dès lors que les projets mis en œuvre par les maîtres d'ouvrages nécessitent la mise en place de plantations, l'agence de l'eau :

- encourage le recours autant que faire se peut et selon les contraintes des projets à des espèces végétales locales, et à une végétalisation en pleine terre ;
- proscriit l'introduction d'espèces exotiques envahissantes. Lorsqu'un bénéfice pour la ressource en eau est attendu, une utilisation encadrée d'espèces potentiellement envahissantes peut être examinée.

En tout état de cause, l'intervention de l'Agence de l'eau cherche à exercer un effet levier pertinent. Dans ce cadre l'aide proposée, dans la limite des taux d'intervention définis par la politique d'intervention sollicitée, vient combler le besoin de financement identifié au cas d'espèce des ressources affichées par la maîtrise d'ouvrage pour assurer la réalisation du projet.

En accord avec le principe de vérification de l'effet levier de l'intervention de l'Agence de l'eau, l'assiette des dépenses éligibles telle qu'identifiée à l'issue de l'instruction et telle qu'arrêtée par la Commission des aides financières ou par le Directeur général dans le cadre de sa délégation ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une révision à la hausse pour tenir compte de dépassements des coûts initiaux ou d'aléas de mise en œuvre impliquant donc, le cas échéant, la formulation d'une nouvelle demande d'aides auprès de l'Agence de l'eau sans engagement acquis de suite favorable.

En déclinaison de ce principe, l'Agence de l'eau est susceptible au cas d'espèce de chaque politique d'intervention :

- de conditionner l'attribution des aides pour conduire les maîtres d'ouvrages à prendre en compte dans leurs projets un socle « minimal » de problématiques additionnelles contribuant à la satisfaction des objectifs environnementaux ;
- de bonifier les aides s'inscrivant dans un projet global ou territorial à enjeux selon des modalités qui seront définies au cas par cas ;
- de conditionner le cas échéant le bénéfice du taux de référence indicatif au respect de priorités transversales qui intéressent l'Agence de l'eau dans l'atteinte des objectifs fixés à son Programme d'intervention ; le taux de référence indicatif pourra ainsi être dégradé comme conséquence de la non intégration de préconisations fixées aux cas d'espèce des différentes politiques d'intervention conduites ;
- de privilégier les solutions techniques les plus économes en énergie ou les projets favorisant le stockage du carbone au titre de l'enjeu transversal d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique que poursuit l'Agence de l'eau ;

S'agissant de l'éligibilité des projets telle qu'elle est explicitée par les délibérations particulières, l'Agence de l'eau se réserve la possibilité d'aider, voire de moduler les montants de ses aides, en fonction de l'intérêt que présente le projet au regard de l'atteinte des objectifs environnementaux fixés, entre autres, par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux du Rhin et de la Meuse, les lois n°2009-967 du 3 août 2009 et n°2018-1021 du 12 décembre 2018 (dites lois

Accusé de réception en préfecture
067256701462 20230531-2305010 DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

« Grenelle de l'environnement »), le Plan d'adaptation et d'atténuation au changement climatique pour les ressources en eau du bassin Rhin-Meuse et le Plan Biodiversité 2020 du Ministère de la Transition écologique et solidaire.

Sauf exceptions décrites dans les délibérations particulières, l'Agence de l'eau n'apporte pas d'aide aux opérations qui s'inscrivent dans des projets de développement ou d'urbanisation nouvelle.

Les actions ou opérations réalisées par les moyens propres du bénéficiaire font l'objet d'une délibération commune aux aides de l'agence de l'eau spécifique aux modalités de prise en compte et de justification de ces dépenses. Les dépenses liées à la maîtrise d'ouvrage en régie ne sont pas éligibles aux aides de l'Agence de l'eau.

En complément de ces dispositions, il est rappelé que les aides de l'Agence de l'eau ne sont pas systématiques ; notamment, l'Agence de l'eau se réserve le droit d'opposer refus à des demandes pour l'un ou plusieurs des motifs suivants dont la mobilisation sera le cas échéant étayée d'arguments formalisés dans un courrier de notification de refus :

- indisponibilités conjoncturelles ou structurelles de crédits (autorisations d'engagement ou crédits de paiement) ou saturation financière d'un domaine d'intervention au regard des dotations allouées par le Conseil d'administration ;
- contre-performance d'indicateurs de résultats ou de suivi observée au cas d'espèce de la politique d'intervention concernée par la demande d'aide
- insuffisance du niveau d'ambition du projet, objet de la demande ;
- non-respect par le projet des conditions de règles de l'art telles que requises par les politiques d'intervention de l'Agence de l'eau ;
- manquements du bénéficiaire ou défaut de diligence dans la mise en œuvre des aides accordées vérifiées dans le cadre d'un précédent conventionnement ou au regard de ses obligations fiscales à l'égard de l'Agence de l'eau.

ARTICLE 3. BÉNÉFICIAIRES DES AIDES DE L'AGENCE DE L'EAU

Toute personne morale de droit privé ou de droit public qui conduit des actions entrant dans le champ des missions de l'Agence de l'eau peut prétendre à la qualité de bénéficiaire.

Si la personne morale de droit public ou de droit privé entend financer ce pour quoi elle sollicite une aide par un montage financier moyennant le paiement de loyers, l'aide pourra lui être soit attribuée directement soit être versée au crédit-bailleur dans le cadre de la signature d'une convention tripartite qui engagera ce dernier à produire à l'Agence de l'eau au solde de l'opération un échéancier des loyers révisé du montant des aides octroyées.

Dans le cas où le projet est financé par un contrat de partenariat public privé ou dans le cadre d'un contrat de crédit-bail, l'aide peut être versée à la société porteuse du projet dans le cadre d'une convention tripartite.

Dans le cas où une collectivité confie une mission de service public sous forme de gestion déléguée à une personne morale de droit public ou de droit privé, et si cette mission entre dans le cadre des objectifs poursuivis par l'Agence de l'eau, l'aide peut être attribuée directement au délégataire, en accord avec la collectivité concernée. Au cas par cas

de la nature des projets accompagnés dans ces circonstances, l'Agence de l'eau se réserve le droit de proposer la signature d'une convention tripartite entre les parties intéressées. Conformément aux prescriptions communautaires en vigueur, l'Agence de l'eau s'assure dans le cadre de l'instruction de ses aides de l'absence de surcompensation financière du service d'intérêt économique général par la production des pièces justificatives nécessaires à cet examen.

L'Agence de l'eau se réserve le droit d'exiger du maître d'ouvrage qu'il présente à l'appui de sa demande d'aide toutes pièces probantes attestant d'une démarche effective de recherche de financements extérieurs autres.

Dans des cas limitativement précisés dans les délibérations particulières du 11^{ème} Programme d'intervention, une personne physique peut prétendre à la qualité de bénéficiaire, soit directement, soit indirectement.

ARTICLE 4. DÉLIBÉRATIONS PARTICULIÈRES

Des délibérations particulières viennent préciser, dans chaque domaine d'intervention de l'Agence de l'eau, les modalités spécifiques d'attribution des aides.

ARTICLE 5. FORME DE LA DEMANDE D'AIDE

La demande d'aide est obligatoirement présentée en utilisant le formulaire fourni par l'Agence de l'eau à cet effet.

Elle fait l'objet de la part de l'Agence de l'eau d'un courrier d'accusé réception qui donne date certaine à la demande d'aide.

Le dépôt de la demande vaut acceptation, par le pétitionnaire, en cas d'octroi de l'aide par l'Agence de l'eau, de l'ensemble des conditions générales et particulières mentionnées dans les délibérations et documents d'applications. Le formulaire est daté et signé du demandeur, il est visé comme tel dans l'acte attributif qui donne le cas échéant suite favorable à la demande.

Toute demande de subvention qui n'a pas donné lieu à décision attributive dans un délai de dix-huit mois à compter de la date à laquelle le dossier est complet fait l'objet d'un courrier notifié au pétitionnaire confirmant le rejet définitif motivé ou l'informant des motifs et conditions d'une prorogation du délai nécessaire à l'engagement juridique et financier de l'aide.

ARTICLE 6. INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'AIDE

Dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de demande d'aide, l'Agence de l'eau informe le demandeur du caractère complet du dossier ou réclame la production des pièces manquantes. Dans ce cas, le délai de deux mois est suspendu.

En l'absence de réponse de l'Agence de l'eau à l'expiration du délai de deux mois précité, le dossier est réputé complet, avec effet à la date de réception du dossier.

Aucun commencement d'exécution du projet ne peut être opéré avant la date à laquelle le dossier est réputé complet, à l'exception des prestations dont le bénéficiaire aurait besoin pour s'assurer de la faisabilité de l'opération. En cas d'extrême urgence dûment établie ou en cas d'injonction réglementaire, l'Agence de l'eau pourra exceptionnellement autoriser le demandeur à commencer les travaux

le demandeur a commencé les travaux
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

avant la date à laquelle son dossier est déclaré complet, sur demande motivée de ce dernier.

En aucun cas l'accusé de réception du dépôt du dossier, ni l'autorisation de commencer les travaux, ne vaut promesse d'aide de l'Agence de l'eau.

ARTICLE 7. DÉTERMINATION DE L'AIDE APPORTÉE PAR L'AGENCE DE L'EAU

Le bénéficiaire fournit à l'Agence de l'eau une description précise ainsi que le montant prévisionnel du coût de l'opération projetée.

Quelle que soit la forme sous laquelle l'aide est apportée, celle-ci est déterminée de la manière suivante :

- à partir du montant prévisionnel fourni par le bénéficiaire, l'Agence de l'eau détermine l'assiette de l'aide susceptible d'être accordée ;
- cette assiette est fonction, d'une part, de l'application des dispositions contenues dans les délibérations particulières fixant les opérations éligibles, et d'autre part de l'application éventuelle de montants plafonds. Lorsque le bénéficiaire décide de retenir une solution technique d'un montant supérieur à celle que l'Agence de l'eau estime équivalente, l'aide de l'Agence de l'eau est calculée sur le montant de cette dernière dans la limite des montants plafonds ;
- sur cette assiette, est appliqué un taux d'aides fonction d'une part des taux de référence indicatifs prescrits par la politique d'intervention concernée et d'autre part de l'examen qualitatif réservé à la demande. L'application d'un produit entre « assiette de l'aide » et « taux applicable » donne un montant prévisionnel d'aide de l'Agence de l'eau ;
- il est précisé que l'assiette de l'aide retenue par l'Agence de l'eau pour le calcul de l'aide qu'elle attribue s'entend hors taxes. Toutefois, lorsque le bénéficiaire n'est pas assujéti à la TVA ou au FCTVA, l'aide de l'Agence de l'eau peut être calculée sur le montant TTC de l'opération sous réserve de la production au stade de la demande d'une attestation de non-récupération de la TVA ; à défaut, l'assiette sera prise en compte hors taxe. Pour les opérations présentant des dépenses pouvant relever à la fois d'un régime HT et d'un régime TTC, l'assiette sera intégralement prise en compte en HT pour des motifs de simplification de gestion. S'agissant des aides initialement attribuées sur une assiette HT, aucun avenant ne sera pris pour intégrer a posteriori la prise en charge de dépenses ne permettant pas la récupération de la TVA ;
- sauf cas des aides attribuées pour un montant forfaitaire, le montant définitif de l'aide de l'Agence de l'eau est calculé sur le coût réel final de l'opération ;
- les dépenses salariales susceptibles d'être prises en compte concernent les salaires et les charges sur salaires. Les autres frais de fonctionnement susceptibles d'être pris en compte sont, le cas échéant, pris en compte au moyen d'un forfait spécifique décrit dans la délibération relative aux actions, études ou travaux menées par les moyens propres du bénéficiaire.

Il n'est pas attribué d'aides aux travaux et équipements dont l'assiette est inférieure au seuil de 10 000 € hors taxes, à l'exception des opérations collectives, de ceux relevant de conventions de mandat, en particulier avec l'agence de services et de paiement s'agissant des plans de développement rural régionaux.

En tout état de cause, aucune aide d'un montant inférieur à 500 € ne peut être attribuée.

ARTICLE 8. AVANCES REMBOURSABLES

L'octroi d'une avance remboursable est conditionné à la constitution d'une garantie bancaire demeurant à la seule charge du maître d'ouvrage, lorsqu'il existe après examen un risque d'insolvabilité de ce dernier constaté après un examen de sa solvabilité.

ARTICLE 9. FORME DE LA DÉCISION D'AIDE

La décision relative à l'aide octroyée prend la forme soit d'un acte unilatéral, soit d'une convention.

En tout état de cause, et en application des dispositions la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, toute décision d'aide accordée à une personne morale de droit privé donne obligatoirement lieu à la conclusion d'une convention dès lors que son montant prévisionnel est supérieur ou égal à 23 000 €.

Toute aide, quelle que soit la forme sous laquelle elle est traduite, comporte obligatoirement une date de notification qui vaut date certaine de l'acte unilatéral ou de la convention. Cette date de notification est comprise comme la date de signature par le représentant de l'Agence de l'eau augmentée de cinq jours francs.

Toute aide, quelle que soit la forme sous laquelle elle est traduite, comporte dans le corps de son texte, de manière claire et non ambiguë, la date du terme de cet acte.

L'acte unilatéral ou la convention d'aide comporte *a minima* :

- l'appareil de visa suivant : visa de la délibération approuvant le Programme, visa de la présente délibération commune aux aides de l'Agence de l'eau, visa de la délibération particulière relative à l'opération subventionnée, le cas échéant visa du texte portant code des marchés publics en vigueur, le cas échéant visa de l'ordonnance 2005-689, le cas échéant visa du régime d'aides applicables et du règlement général d'exemption par catégorie ou visa du régime de minimis applicable, visa de la demande d'aide signée du porteur ;
- la description du projet ;
- le montant prévisionnel du coût de l'opération envisagée ;
- l'assiette de l'aide décomposée le cas échéant par postes de dépenses et faisant foi pour la présentation des décomptes de demande d'acomptes ou de solde ;
- le plan de financement prévisionnel de l'opération détaillant, pour chaque cofinancement public ou privé envisagé les montants respectifs d'aide ;
- le taux et le montant maximum prévisionnel de l'aide fixé en fonction de la nature de l'opération ;
- le calendrier prévisionnel de l'opération ainsi que sa durée ;
- les modalités d'exécution et de versement de l'aide.
- la liste exhaustive des pièces justificatives à produire pour l'examen de service fait par l'Agence de l'eau

Reçu de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

La durée de l'acte unilatéral ou de la convention est arrêtée par l'Agence de l'eau en fonction de la nature du projet accompagné et ne peut dépasser le maximum de 5 ans ; elle est adaptée au cas d'espèce de la nature du projet accompagné et de son niveau de maturité. Durant ce délai le projet doit être intégralement réalisé et opérationnel, les résultats escomptés atteints et les pièces justificatives adressées à l'Agence de l'eau pour solde des aides dues. Le bénéficiaire doit en outre apporter la preuve, dans le courant de la première année suivant la date de notification de l'acte, que son projet a fait l'objet d'un commencement d'exécution et qu'il est substantiellement engagé.

Si une prorogation devait être accordée, elle ne peut l'être que pour des motifs réels, sérieux et explicités par écrit, et pour une durée ne pouvant excéder une année complémentaire. La demande de prorogation doit nécessairement être adressée à l'Agence de l'eau avant la date d'échéance de l'acte figurant dans la convention ou l'arrêté attributif, cachet de la Poste faisant foi ; à défaut, aucune prorogation ne pourra être accordée.

Lorsque l'aide octroyée donne lieu à la conclusion d'une convention, celle-ci est adressée au bénéficiaire pour signature. Ce dernier doit la renvoyer signée à l'Agence de l'eau dans un délai de trois mois au-delà duquel le Directeur général dispose de la possibilité d'en prononcer la caducité.

Par exception à ce régime de formalisme, les aides consistant en des primes de résultat en assainissement collectif font l'objet d'une décision globale annuelle identifiant les montants et attributaires des primes octroyées dans ce cadre.

ARTICLE 10. PAIEMENT DES AIDES ET CONTRÔLE DU SERVICE FAIT

Une fois l'aide accordée, les modalités de son paiement dépendent à la fois de la nature de l'aide (subvention, avance remboursable, prime de résultat) et de son montant.

L'Agence de l'eau se réserve la possibilité d'adapter ces paiements en fonction de ses disponibilités de trésorerie.

Le paiement des aides intervient sous forme soit d'un versement unique, soit d'un ou plusieurs acomptes et d'un solde.

S'agissant des aides liquidées en plusieurs versements :

- le premier acompte est versé sur la base de la production d'une preuve de commencement d'exécution de l'opération réputée constitué par le premier acte juridique passé pour la réalisation du projet ou, à défaut, par une attestation du bénéficiaire communiquée et acceptée par l'Agence de l'eau ;
- à l'exception du solde, les versements suivants sont réalisés sur la base de la production par le maître d'ouvrage d'un état récapitulatif des dépenses engagées signé.

À l'exception des aides ou parties d'aides consistant en une aide forfaitaire ou des sommes d'aides forfaitaires, le paiement du solde (ou de l'intégralité de l'aide pour les aides faisant l'objet d'un versement unique) requiert obligatoirement la production à l'attention de l'Agence de l'eau :

- d'un état récapitulatif exhaustif de l'intégralité des dépenses justifiées signé du maître d'ouvrage faisant figurer les références et date du paiement (n° de mandat / date d'acquiescement / identification de l'émetteur / références de la facture). Cet état récapitulatif est visé du comptable public pour la maîtrise d'ouvrage

publique et d'un expert-comptable ou d'un commissaire aux comptes pour la maîtrise d'ouvrage privée aux fins de vérifier le caractère probant des dépenses. A titre exceptionnel, et sous réserve d'avoir obtenu un accord exprès des services de l'agence, le caractère probant peut dans les cas qui autorisent une parfaite lisibilité être également justifié soit par la production des relevés bancaires laissant vérifier l'acquiescement effectif des factures et accompagnés d'un fichier signé du bénéficiaire permettant le rapprochement entre les dépenses justifiées et les montants identifiés sur les relevés soit par la production d'une copie des factures portant la date d'acquiescement et la mention « acquiescé » signée du prestataire ou du fournisseur. Pour les opérations réalisées dans le cadre de marchés publics, devra être produite comme minima, la pièce matérialisant l'engagement du bénéficiaire de l'aide et de son prestataire ;

- d'une copie des factures ou situations de travaux sur la base desquelles le maître d'ouvrage a procédé au paiement des prestations justifiées ;
- pour les opérations d'animation et toutes formes de dépenses de rémunération salariale : une copie du contrat de travail permettant d'identifier lisiblement l'affectation de l'effectif considéré au projet soutenu par l'Agence de l'eau ou, à défaut, copie de la lettre de mission signée du représentant du bénéficiaire, employeur, permettant de vérifier l'affectation temporelle du effectif considéré au projet aidé. Ce justificatif est accompagné de l'ensemble des bulletins de paie correspondant à la réalisation du projet ou, pour les projets d'animation portant sur une année complète, d'au moins un bulletin de paie correspondant à la période de réalisation du projet et représentatif de cette dernière. Ces dépenses sont également détaillées dans l'état récapitulatif signé du maître d'ouvrage ;
- d'un justificatif d'exécution de l'opération permettant de retracer les modalités de mise en œuvre du projet et les objectifs atteints. Il pourra s'agir d'une synthèse de maîtrise d'œuvre pour les investissements ou d'une copie des livrables réalisés pour les études ; à défaut un rapport spécifique élaboré par le maître d'ouvrage sera exigé ;
- de toutes pièces attestant, au solde de l'opération, de la conforme mise en œuvre des obligations de publicité du concours de l'Agence de l'eau (photographies du panneau de chantier ou de plaque permanente pour les investissements, livrables d'études faisant figurer le logo de l'Agence de l'eau, coupures de presse mentionnant la participation financière de l'Agence de l'eau).
- pour les opérations mises en œuvre par la voie du crédit-bail et au solde de l'opération, d'un échéancier à jour produit par le crédit-bailleur laissant vérifier la prise en compte des aides octroyées par l'Agence de l'eau au bénéfice du crédit-preneur ;
- de toutes pièces justificatives complémentaires requises au cas d'espèce des différentes politiques d'intervention de l'Agence de l'eau ;

Au solde de l'opération, il est admis des variations dans la réalisation effective des postes de dépenses par rapport à l'assiette éligible prévisionnelle telle qu'arrêtée par l'Agence de l'eau. Les variations constatées doivent néanmoins demeurer raisonnables au sens du respect du principe de l'économie globale du projet.

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Au moment de la clôture de son projet, le maître d'ouvrage adresse à l'Agence de l'eau un état récapitulatif des cofinancements publics et privés ainsi que des recettes le cas échéant, perçues au titre du financement de l'opération ; cet état est signé du comptable public pour la maîtrise d'ouvrage publique, d'un expert-comptable ou d'un commissaire aux comptes pour la maîtrise d'ouvrage privée.

En cas de service fait de solde concluant à la nécessité d'un reversement, les éléments précis de détermination du montant d'aide à reverser (motivation technique et tous éléments de calcul) sont notifiés à l'attention du bénéficiaire qui dispose d'un délai contradictoire de deux mois pour apporter à l'Agence de l'eau d'éventuels éléments permettant de modifier les conclusions du constat initial. A l'issue de ce délai et, à défaut d'éléments de réponse complémentaires probants, la demande de reversement est notifiée au bénéficiaire.

ARTICLE 11. CONTRÔLE DE L'AGENCE DE L'EAU

L'Agence de l'eau s'assure de la réalité de l'exécution, de la bonne utilisation et de l'efficacité de l'opération pour laquelle elle a accordé une aide, en appliquant les principes qui suivent :

- en cas de non réalisation de ces actions ou de ces travaux, la convention est réputée résolue et la décision unilatérale mise à néant, et le bénéficiaire doit rembourser l'Agence de l'eau de l'intégralité des sommes qu'elle lui aura versées. Si l'aide a été accordée sous forme d'une avance remboursable, la totalité du capital déjà versé sera remboursé, le principe du remboursement échelonné étant annulé ;
- en cas de réalisation partielle de l'action ou des travaux projetés, ou qui conduirait à la non atteinte des objectifs fixés, l'Agence de l'eau pourra soit demander au bénéficiaire le remboursement total ou partiel des sommes qu'elle lui aura versées, soit appliquer une réfaction de l'aide ;
- en cas de manquements aux obligations fixées dans les conditions d'attribution de l'aide, constatés lors des contrôles réalisés sur pièces ou sur place, l'Agence de l'eau pourra soit demander au bénéficiaire le remboursement total ou partiel des sommes qu'elle lui aura versées, soit appliquer une réfaction de l'aide.

S'agissant des opérations réalisées par voie de marchés publics et, en complément des pièces justificatives déjà exigées dans le cadre de l'examen de service fait par l'Agence de l'eau, le bénéficiaire tient à la disposition du contrôle toutes pièces de marché permettant de vérifier les conditions de liquidation des prestations (acte d'engagement, CCAP, CCTP, le cas échéant garanties à première demande etc.) et notamment les pièces attestant de la conforme mise en œuvre des retenues de garanties et le cas échéant, des pénalités de retard.

Toutes formes d'allocations d'aides par l'Agence de l'eau à un bénéficiaire peuvent faire l'objet d'un contrôle sur pièces et sur place jusqu'au 31 décembre 2029 soit jusqu'au terme d'un délai de cinq ans à compter de la fin du Programme en vigueur ce, pour permettre le déroulé de tous examens aléatoires relatifs à la régularité technique, réglementaire, financière et comptable ou d'éventuelles reprises d'erreurs systémiques observées dans la mise en œuvre des crédits.

Le montant du remboursement ou de la réfaction est déterminé par l'Agence de l'eau sur la base de la confrontation entre l'examen de l'assiette des dépenses réalisées *in fine* éligibles par application du taux d'aides conventionné et le montant d'aides le cas échéant déjà versé ; il tient compte de façon argumentée des désordres constatés ou de la

gravité de la non-exécution d'une ou plusieurs obligations. Il est définitivement arrêté sur décision du directeur général après l'exercice d'une phase contradictoire de deux mois entre l'Agence de l'eau et le maître d'ouvrage à compter de la notification du rapport de contrôle.

ARTICLE 12. PUBLICITÉ DU CONCOURS APPORTÉ PAR L'AGENCE DE L'EAU

Les bénéficiaires s'engagent à faire obligatoirement mention de la participation de l'Agence de l'eau.

- pour les opérations consistant en un investissement, directement sur le projet aidé, de façon pérenne en utilisant le logo de l'Agence de l'eau tel que posé par la charte graphique de l'établissement
- plus largement, sur tous les supports de communication relatifs au projet aidé (panneau de chantier, plaquette, carton d'invitation, affiche et programme annonçant une manifestation) en utilisant le logo conformément à la charte graphique de l'établissement disponible sur simple demande ;
- dans tous les communiqués de presse dédiés à la présentation du projet ;

En sus le bénéficiaire informe et invite l'Agence de l'eau à toute initiative médiatique ayant trait au projet (inaugurations notamment).

ARTICLE 13. RESPECT DES OBLIGATIONS DE BON FONCTIONNEMENT ET D'ENTRETIEN PÉRENNE DES INSTALLATIONS

Le bénéficiaire s'engage à entretenir et à exploiter les ouvrages financés conformément aux règles de l'art et à la réglementation en vigueur.

Si dans un délai de 5 ans à compter de la constatation du service fait de l'ouvrage l'Agence de l'eau constate l'abandon, la mise hors service, des carences d'entretien ou un dysfonctionnement tel que l'installation ne réponde plus aux objectifs visés par l'opération, l'Agence de l'eau peut appliquer le rappel des participations financières versées sous forme de subventions, en appliquant un abattement de 20 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement constaté conforme aux objectifs fixés par la convention ou l'arrêté attributif.

De façon générale, toute demande d'aide ultérieure pourra être conditionnée à la production d'une attestation de bon fonctionnement des investissements qui auraient le cas échéant déjà été précédemment financés par les crédits d'intervention de l'Agence de l'eau.

ARTICLE 14. CAS DU SOUTIEN À L'INNOVATION

S'agissant du soutien aux organismes, sociétés ou entreprises de recherche, développement et innovation, les projets éligibles aux aides de l'Agence de l'eau relèvent nécessairement de la qualification de développement expérimental au sens communautaire ou de la recherche industrielle lorsqu'elle est associée à du développement expérimental.

S'agissant des opérations fondées sur le recours à une solution innovante, l'Agence de l'eau se réserve la possibilité de financer une solution de remplacement en cas d'échec, s'il est établi que celui-ci n'est pas imputable au maître d'ouvrage. Cette éventualité est conditionnée au dépôt d'une demande motivée dès l'instruction de l'aide initiale, explicitant les conditions exigeants une couverture du risque particulière.

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

ARTICLE 15. CHANGEMENT DANS LE STATUT DU BÉNÉFICIAIRE – BÉNÉFICIAIRE FAISANT L'OBJET D'UNE PROCÉDURE COLLECTIVE

Le bénéficiaire informe obligatoirement l'Agence de l'eau de la modification de son statut juridique, qu'il relève de la catégorie des personnes morales de droit public ou de droit privé.

Les bénéficiaires, personnes morales de droit privé, doivent en outre obligatoirement informer l'Agence de l'eau de toute ouverture de procédure collective à leur encontre.

ARTICLE 16. CADUCITÉ DE LA DÉCISION ATTRIBUTIVE DE L'AIDE

Si, à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la notification de l'aide, comprise comme la date de signature de l'acte d'octroi augmentée d'un délai de cinq jours francs, l'Agence de l'eau n'a pas été informée par le bénéficiaire du commencement d'exécution du projet, quelle qu'en soit la nature, au titre duquel l'aide a été accordée, le Directeur général de l'Agence de l'eau constate la caducité de la décision d'aide.

ARTICLE 17. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Lorsque l'aide de l'Agence de l'eau est accordée pour une opération comportant des prestations intellectuelles susceptibles d'être protégées par le droit d'auteur, l'Agence de l'eau s'assure de l'existence de conditions autorisant une diffusion des éléments de connaissance satisfaisant l'intérêt de bassin.

ARTICLE 18. PRESCRIPTION

Les créances sur l'Agence de l'eau détenues par les bénéficiaires des aides sont, conformément à la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 modifiée, prescrites dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

ARTICLE 19. CONFLITS D'APPLICATION

Lorsque des études, des actions ou des travaux peuvent être éligibles au titre de plusieurs délibérations, l'Agence de l'eau se réserve la possibilité d'examiner la pertinence de l'éligibilité de ces études, actions ou travaux et se réserve le choix de la délibération applicable.

Dans le cas où le territoire d'action d'un bénéficiaire d'aide se situe sur plusieurs bassins, relevant d'une part de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse et d'autre part d'une autre agence de l'eau, et sous réserve d'accord entre les agences concernées, il pourra être dérogé aux limites des bassins et fait application d'un régime d'aide unique.

ARTICLE 20. DÉMATÉRIALISATION DES PROCÉDURES

Les voies et délais de notification matérielle visés dans la présente délibération font l'objet d'une traduction opposable dans les conditions générales d'utilisation affichées sur le portail internet de traitement des aides de l'Agence de l'eau dès lors que le bénéficiaire choisit de formuler sa demande d'aides, et consécutivement de faire traiter l'ensemble de son projet, par voie dématérialisée.

ARTICLE 21. ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA PRÉSENTE DÉLIBÉRATION

La présente délibération entre en vigueur à la date de son approbation par les autorités de tutelle de l'Agence de l'eau.

Elle abroge la délibération n°2020/19 à compter de cette même date.

Le Directeur général
de l'Agence de l'eau

Marc HOELTZEL

La Présidente
du Conseil d'administration

Josiane CHEVALIER

ANNEXE : Calendrier détaillé de l'opération

Opération n°AID-2023-00036

Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : 31/03/2023

Durée prévisionnelle d'exécution de l'opération : 9 mois

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 30/06/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 29/09/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement du solde : 31/12/2023

Les pièces justificatives de la dépense sont éligibles dès lors qu'elles ont été émises, acquittées et produites à l'Agence entre le 28 Octobre 2022 et la date d'échéance de la présente convention.

Le taux du premier acompte est fixé à : 50 %

Opération n°AID-2023-00038

Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : 31/03/2023

Durée prévisionnelle d'exécution de l'opération : 9 mois

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 30/06/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 29/09/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement du solde : 31/12/2023

Les pièces justificatives de la dépense sont éligibles dès lors qu'elles ont été émises, acquittées et produites à l'Agence entre le 28 Octobre 2022 et la date d'échéance de la présente convention.

Le taux du premier acompte est fixé à : 50 %

Opération n°AID-2023-00077

Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : 31/03/2023

Durée prévisionnelle d'exécution de l'opération : 9 mois

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 30/06/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 29/09/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement du solde : 31/12/2023

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Les pièces justificatives de la dépense sont éligibles dès lors qu'elles ont été émises, acquittées et produites à l'Agence entre le 24 Octobre 2022 et la date d'échéance de la présente convention.

Le taux du premier acompte est fixé à : 50 %

Opération n°AID-2023-00079

Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : 31/03/2023

Durée prévisionnelle d'exécution de l'opération : 9 mois

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 30/06/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 29/09/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement du solde : 31/12/2023

Les pièces justificatives de la dépense sont éligibles dès lors qu'elles ont été émises, acquittées et produites à l'Agence entre le 20 Octobre 2022 et la date d'échéance de la présente convention.

Le taux du premier acompte est fixé à : 50 %

Opération n°AID-2023-00294

Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : 31/03/2023

Durée prévisionnelle d'exécution de l'opération : 9 mois

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 30/06/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 29/09/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement du solde : 31/12/2023

Les pièces justificatives de la dépense sont éligibles dès lors qu'elles ont été émises, acquittées et produites à l'Agence entre le 28 Octobre 2022 et la date d'échéance de la présente convention.

Le taux du premier acompte est fixé à : 50 %

Opération n°AID-2023-00300

Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : 31/03/2023

Durée prévisionnelle d'exécution de l'opération : 9 mois

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 30/06/2023

Accusé de réception en préfecture 067-256701152-20230531-2305010-DE Date de télétransmission : 17/07/2023 Date de réception préfecture : 17/07/2023
--

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 29/09/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement du solde : 31/12/2023

Les pièces justificatives de la dépense sont éligibles dès lors qu'elles ont été émises, acquittées et produites à l'Agence entre le 28 Octobre 2022 et la date d'échéance de la présente convention.

Le taux du premier acompte est fixé à : 50 %

Opération n°AID-2023-00305

Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : 31/03/2023

Durée prévisionnelle d'exécution de l'opération : 9 mois

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 30/06/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 29/09/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement du solde : 31/12/2023

Les pièces justificatives de la dépense sont éligibles dès lors qu'elles ont été émises, acquittées et produites à l'Agence entre le 28 Octobre 2022 et la date d'échéance de la présente convention.

Le taux du premier acompte est fixé à : 50 %

Opération n°AID-2023-00308

Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : 31/03/2023

Durée prévisionnelle d'exécution de l'opération : 9 mois

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 30/06/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 29/09/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement du solde : 31/12/2023

Les pièces justificatives de la dépense sont éligibles dès lors qu'elles ont été émises, acquittées et produites à l'Agence entre le 28 Octobre 2022 et la date d'échéance de la présente convention.

Le taux du premier acompte est fixé à : 50 %

Opération n°AID-2023-00111

Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : 31/03/2023

Accusé de réception en préfecture 067-256701152-20230531-2305010-DE Date de télétransmission : 17/07/2023 Date de réception préfecture : 17/07/2023
--

Durée prévisionnelle d'exécution de l'opération : 9 mois

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 30/06/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 29/09/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement du solde : 31/12/2023

Les pièces justificatives de la dépense sont éligibles dès lors qu'elles ont été émises, acquittées et produites à l'Agence entre le 28 Octobre 2022 et la date d'échéance de la présente convention.

Le taux du premier acompte est fixé à : 50 %

Opération n°AID-2023-00361

Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : 31/03/2023

Durée prévisionnelle d'exécution de l'opération : 9 mois

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 30/06/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 29/09/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement du solde : 31/12/2023

Les pièces justificatives de la dépense sont éligibles dès lors qu'elles ont été émises, acquittées et produites à l'Agence entre le 24 Octobre 2022 et la date d'échéance de la présente convention.

Le taux du premier acompte est fixé à : 50 %

Opération n°AID-2023-00095

Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : 31/03/2023

Durée prévisionnelle d'exécution de l'opération : 9 mois

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 30/06/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 29/09/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement du solde : 31/12/2023

Les pièces justificatives de la dépense sont éligibles dès lors qu'elles ont été émises, acquittées et produites à l'Agence entre le 28 Octobre 2022 et la date d'échéance de la présente convention.

Le taux du premier acompte est fixé à : 50 %

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Opération n°AID-2023-00093

Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : 31/03/2023

Durée prévisionnelle d'exécution de l'opération : 9 mois

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 30/06/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 29/09/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement du solde : 31/12/2023

Les pièces justificatives de la dépense sont éligibles dès lors qu'elles ont été émises, acquittées et produites à l'Agence entre le 28 Octobre 2022 et la date d'échéance de la présente convention.

Le taux du premier acompte est fixé à : 50 %

Opération n°AID-2023-00094

Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : 31/03/2023

Durée prévisionnelle d'exécution de l'opération : 9 mois

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 30/06/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 29/09/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement du solde : 31/12/2023

Les pièces justificatives de la dépense sont éligibles dès lors qu'elles ont été émises, acquittées et produites à l'Agence entre le 28 Octobre 2022 et la date d'échéance de la présente convention.

Le taux du premier acompte est fixé à : 50 %

Opération n°AID-2023-00089

Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : 31/03/2023

Durée prévisionnelle d'exécution de l'opération : 9 mois

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 30/06/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 29/09/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement du solde : 31/12/2023

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Les pièces justificatives de la dépense sont éligibles dès lors qu'elles ont été émises, acquittées et produites à l'Agence entre le 20 Octobre 2022 et la date d'échéance de la présente convention.

Le taux du premier acompte est fixé à : 50 %

Opération n°AID-2023-00112

Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : 15/04/2023

Durée prévisionnelle d'exécution de l'opération : 9 mois

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 10/07/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 04/10/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement du solde : 31/12/2023

Les pièces justificatives de la dépense sont éligibles dès lors qu'elles ont été émises, acquittées et produites à l'Agence entre le 28 Octobre 2022 et la date d'échéance de la présente convention.

Le taux du premier acompte est fixé à : 50 %

Opération n°AID-2023-00156

Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : 31/03/2023

Durée prévisionnelle d'exécution de l'opération : 9 mois

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 30/06/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 29/09/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement du solde : 31/12/2023

Les pièces justificatives de la dépense sont éligibles dès lors qu'elles ont été émises, acquittées et produites à l'Agence entre le 28 Octobre 2022 et la date d'échéance de la présente convention.

Le taux du premier acompte est fixé à : 50 %

Opération n°AID-2023-00165

Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : 31/03/2023

Durée prévisionnelle d'exécution de l'opération : 9 mois

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 30/06/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour

Accusé de réception en préfecture
17-25870150-2023-031-2023-031
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

traitement d'un acompte intermédiaire : 29/09/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement du solde : 31/12/2023

Les pièces justificatives de la dépense sont éligibles dès lors qu'elles ont été émises, acquittées et produites à l'Agence entre le 28 Octobre 2022 et la date d'échéance de la présente convention.

Le taux du premier acompte est fixé à : 50 %

Opération n°AID-2023-00096

Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : 31/03/2023

Durée prévisionnelle d'exécution de l'opération : 9 mois

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 30/06/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 29/09/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement du solde : 31/12/2023

Les pièces justificatives de la dépense sont éligibles dès lors qu'elles ont été émises, acquittées et produites à l'Agence entre le 28 Octobre 2022 et la date d'échéance de la présente convention.

Le taux du premier acompte est fixé à : 50 %

Opération n°AID-2023-00298

Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : 31/03/2023

Durée prévisionnelle d'exécution de l'opération : 9 mois

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 30/06/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 29/09/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement du solde : 31/12/2023

Les pièces justificatives de la dépense sont éligibles dès lors qu'elles ont été émises, acquittées et produites à l'Agence entre le 28 Octobre 2022 et la date d'échéance de la présente convention.

Le taux du premier acompte est fixé à : 50 %

Opération n°AID-2023-00299

Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : 31/03/2023

Durée prévisionnelle d'exécution de l'opération : 9 mois

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 30/06/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement d'un acompte intermédiaire : 29/09/2023

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement du solde : 31/12/2023

Les pièces justificatives de la dépense sont éligibles dès lors qu'elles ont été émises, acquittées et produites à l'Agence entre le 28 Octobre 2022 et la date d'échéance de la présente convention.

Le taux du premier acompte est fixé à : 50 %

Pour rappel toute demande de modification ou d'adaptation du contenu de la convention (notamment demande de prorogation) ne pourra être régulièrement examinée que dès lors qu'elle aura été adressée à l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse avant le 25 juillet 2027, date d'échéance de la présente convention.

ANNEXE : Plan de financement prévisionnel de l'opération

Opération n°AID-2023-00036

Financier	Montant prévisionnel de la participation en €	Montant prévisionnel de l'assiette du cofinancier si connue
Agence de l'Eau Rhin-Meuse	37.440	
Maître d'ouvrage	9.360	
Total	46.800	

Opération n°AID-2023-00038

Financier	Montant prévisionnel de la participation en €	Montant prévisionnel de l'assiette du cofinancier si connue
Agence de l'Eau Rhin-Meuse	5.000	
Maître d'ouvrage	0	
Total	5.000	

Opération n°AID-2023-00077

Financier	Montant prévisionnel de la participation en €	Montant prévisionnel de l'assiette du cofinancier si connue
Agence de l'Eau Rhin-Meuse	35.804	
Maître d'ouvrage	8.950	
Total	44.754	

Opération n°AID-2023-00079

Financier	Montant prévisionnel de la participation en €	Montant prévisionnel de l'assiette du cofinancier si connue
Agence de l'Eau Rhin-Meuse	89.200	
Maître d'ouvrage	22.300	

Accusé de réception en préfecture
067-256701462-20230631-2306010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Financier	Montant prévisionnel de la participation en €	Montant prévisionnel de l'assiette du cofinancier si connue
Agence de l'Eau Rhin-Meuse	39.900	
Maître d'ouvrage	11.400	
Région Grand-Est	5.700	
Total	57.000	

Opération n°AID-2023-00096

Financier	Montant prévisionnel de la participation en €	Montant prévisionnel de l'assiette du cofinancier si connue
Agence de l'Eau Rhin-Meuse	5.000	
Maître d'ouvrage	0	
Total	5.000	

Opération n°AID-2023-00111

Financier	Montant prévisionnel de la participation en €	Montant prévisionnel de l'assiette du cofinancier si connue
Agence de l'Eau Rhin-Meuse	43.200	
Maître d'ouvrage	10.800	
Total	54.000	

Opération n°AID-2023-00112

Financier	Montant prévisionnel de la participation en €	Montant prévisionnel de l'assiette du cofinancier si connue
Agence de l'Eau Rhin-Meuse	5.000	
Maître d'ouvrage	0	

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Total	5.000	

Opération n°AID-2023-00156

Financier	Montant prévisionnel de la participation en €	Montant prévisionnel de l'assiette du cofinancier si connue
Agence de l'Eau Rhin-Meuse	25.720	
Maître d'ouvrage	25.720	
Total	51.440	

Opération n°AID-2023-00165

Financier	Montant prévisionnel de la participation en €	Montant prévisionnel de l'assiette du cofinancier si connue
Agence de l'Eau Rhin-Meuse	5.000	
Maître d'ouvrage	0	
Total	5.000	

Opération n°AID-2023-00294

Financier	Montant prévisionnel de la participation en €	Montant prévisionnel de l'assiette du cofinancier si connue
Agence de l'Eau Rhin-Meuse	45.280	
Maître d'ouvrage	11.320	
Total	56.600	

Opération n°AID-2023-00298

Financier	Montant prévisionnel de la participation en €	Montant prévisionnel de l'assiette du cofinancier si connue
Agence de l'Eau Rhin-Meuse	5.000	
Maître d'ouvrage	0	

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

[illegible]

Opération n°AID-2023-00299

Financier	Montant prévisionnel de la participation en €	Montant prévisionnel de l'assiette du cofinancier si connue
Agence de l'Eau Rhin-Meuse	117.648	
Maître d'ouvrage	50.420	
Total	168.068	

Opération n°AID-2023-00300

Financier	Montant prévisionnel de la participation en €	Montant prévisionnel de l'assiette du cofinancier si connue
Agence de l'Eau Rhin-Meuse	15.000	
Maître d'ouvrage	0	
Total	15.000	

Opération n°AID-2023-00305

Financier	Montant prévisionnel de la participation en €	Montant prévisionnel de l'assiette du cofinancier si connue
Agence de l'Eau Rhin-Meuse	36.880	
Maître d'ouvrage	55.320	
Total	92.200	

Opération n°AID-2023-00308

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Financier	Montant prévisionnel de la participation en €	Montant prévisionnel de l'assiette du cofinancier si connue
Agence de l'Eau Rhin-Meuse	44.400	
Maître d'ouvrage	11.100	
Total	55.500	

Opération n°AID-2023-00361

Financier	Montant prévisionnel de la participation en €	Montant prévisionnel de l'assiette du cofinancier si connue
Agence de l'Eau Rhin-Meuse	3.750	
Maître d'ouvrage	0	
Total	3.750	

Maître d'ouvrage porteur de l'animation : SDEA Alsace Moselle

EQUIPE PRESERVATION ET GESTION DES RESSOURCES

DETAIL DES OBJECTIFS POUR L'ANIMATION FONCIERE

MISSION 1 : Coordonner les actions, animer les partenariats													
Objectif général		Animer de la mission, créer et maintenir une dynamique de territoire pour sensibiliser aux enjeux, communiquer sur les objectifs et retours d'expériences. Vie de l'équipe											
Objectifs 2023		Accompagner tout au long de l'année les démarches de préservation des zones à enjeux EAU, et la protection des zones à enjeux EROSION. Echanger et coordonner les projets au sein de la direction GDBV du SDEA. Coordonner les actions et intégrer les réflexions territoriales pour amélioration de manière cohérentes les actions sur le territoire : Plan Alimentaire Territorial, Plan Climat, Trame verte et Bleue, Projets Publics de développement Economique Communiquer sur les projets phares pour retour d'expérience											
Plus value apportée par l'action d'animation		L'animateur-trice porte le rôle de référent pour le SDEA en matière de thématique foncière, coordonne les actions, et fait le liens entre les acteurs du territoire											
Localisation		Zones à enjeux Eau : captages prioritaires Grenelle, Conférence Environnementale, ERMES et futur liste SDAGE Bassin versant de cours d'eau prioritaire : BV Souffel et Seltzbach et compétences GEMA Zones à enjeux EROSION et zones à compétences PI											
Contexte		Préservation des ressources en eau des captages pour une alimentation en eau potable sans traitement Protection des milieux aquatiques contre les pollutions anthropiques et renaturation Aménagement des bassins versants pour limiter les ruissellements/transferts des polluants via les coulées d'eau boueuses et afin de protéger les biens et personnes.											
Description des missions d'animation (M01-1, M01-2, etc.)		mission A1 : Elaborer, piloter et suivre des plans d'action en fonction des priorités et enjeux des territoires : Animer les COPIL, COTECH, réunions partenariales mission A2 : Créer et maintenir une dynamique de territoire : Connaissance et partenariat avec acteurs locaux et technique, suivi des conventions partenariales, réseaux départementaux et nationaux sur les thématiques agri-agro, foncier, paiements de services environnementaux mission A3 : Elaborer les bilans des actions et financiers et le suivi des indicateurs pour les conventions de financement AERM mission A4 : Communiquer sur les projets phares engagés, créer des outils de communication, participer à la mise à jour la stratégie de communication Eau et Erosion											
SUIVI DE L'ACTION													
Indicateurs de moyens et d'activité		Nombre de COTECH et COPIL Bilan d'action et bilan financier Outils de communication valorisant les projets phares											
CALENDRIER DE REALISATION PREVISIONNEL													
Mission A1 et A2	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Mission A3	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Mission A4	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

Accusé de réception en préfecture
 067-256701152-20230531-2305010-DE
 Date de télétransmission : 17/07/2023
 Date de réception préfecture : 17/07/2023

EQUIPE PRESERVATION ET GESTION DES RESSOURCES

DETAIL DES OBJECTIFS POUR L'ANIMATION FONCIERE

MISSION 3 : Accompagner les acteurs agricoles pour protéger les zones à enjeux

Objectif général		Modifier les pratiques agricoles, suivre les actions et proposer des outils innovants sur les zones à enjeux EAU et EROSION pour accompagner le changement de systèmes agricoles											
Objectifs 2023		Suivi des contrats PSE Suivi du marché CONTRÔLE PSE Finalisation des dossiers ORE en attente Bilan des premières années de contractualisation SILPHIE											
Plus value apportée par l'action d'animation		Faire émerger des opportunités de projets public-privé, proposer des outils innovants de contractualisation, évaluer le potentiel de développement et favoriser le développement de cultures BNI/couverture des sols sur zones à enjeux											
Localisation		Zones à enjeux Eau : captages prioritaires Grenelle, Conférence Environnementale, ERMES et futur liste SDAGE Bassin versant de cours d'eau prioritaire : BV Souffel et Seltzbach et compétences GEMA Zones à enjeux EROSION et zones à compétences PI											
Contexte		Préservation des ressources en eau des captages pour une alimentation en eau potable sans traitement Protection des milieux aquatiques contre les pollutions anthropiques et renaturation Aménagement des bassins versants pour limiter les ruissellements/transferts des polluants via les coulées d'eau boueuses et afin de protéger les biens et personnes.											
Description des missions d'animation (M01-1, M01-2, etc.)		<p>mission C1 : Identifier des partenaires, les sensibilier aux enjeux Foncier et au déploiement d'outils financiers, participer aux réunions partenariales et faire vivre le réseau agricole</p> <p>mission C2 : / (spécifique Erosion)</p> <p>mission C3 :</p> <ul style="list-style-type: none">- Accompagner la mise en oeuvre de filières BNI- Accompagner le changement de pratiques culturales : couverture permanente des sols, rotations des cultures, démarche HVE, conversion AB, recherche d'opportunités transversales EAU-EROSION-PI <p>mission C4 : Organiser de journées techniques, mettre en place des d'expérimentations</p> <p>mission C5 :</p> <ul style="list-style-type: none">-Etudier, définir et mettre en œuvre des ORE, PSE, et des marchés publics de produits ou prestations agricoles protégeant l'eau ET explorer et construire de nouveaux outils d'accompagnement. PSE Hilsenheim et Bande rhénane.-Contractualiser avec les agriculteurs (conventions minimis, conventions BNI méthanisables, conventions DUP captages et conventions AHD, contrat ORE et PSE) <p>mission C6 : Suivre des projets agricoles permettant de protéger zones à enjeux : planifier les opérations (implantation des expérimentations), co-rédiger les protocoles et réaliser les dossiers administratifs, rechercher de subventions, faire et mettre à jour la cartographie</p>											
SUIVI DE L'ACTION													
Indicateurs de moyens et d'activité		Nombre de réunions avec partenaires Nombre de journées techniques/visites organisées Nombre de négociations ORE Nombre de PSE Nombre de convention SDEA-agriculture et surfaces conventionnées cartographie de l'emprise des projets de protection											
CALENDRIER DE REALISATION PREVISIONNEL													
Missions C1, C3, C5 et C6	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Mission C4	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	Accusé de réception en préfecture 067-256701152-20230531-2305010-DE Date de télétransmission : 17/07/2023 Date de réception préfecture : 17/07/2023		

Maître d'ouvrage porteur de l'animation : SDEA Alsace Moselle

EQUIPE PRESERVATION ET GESTION DES RESSOURCES

DETAIL DES OBJECTIFS POUR L'ANIMATION FONCIERE

MISSION 4 : Accompagner les acteurs publiques pour protéger les zones à enjeux

Objectif général	Sensibiliser et accompagner les collectivités et les élus pour la prise en compte des enjeux Eau et Erosion dans les politiques publiques.													
Objectifs 2023	Sensibiliser les ELUS axu thématiques foncières Accompagner les projets territoriaux : Plan Climat du Pays Rhénan, trame verte de bleu, actions communales pour la biodiversité Rédiger et distribuer de l'Inf'EAU FONCIER et participer à la rédaction de l'inf'EAU ELUS													
Plus value apportée par l'action d'animation	Faire émerger de projets multipartenaires, intégrer des réflexions foncier dans le développement de projets publiques, favoriser la mise en place de baux et contrats à clauses environnementales													
Localisation	Zones à enjeux Eau : captages prioritaires Grenelle, Conférence Environnementale, ERMES et futur liste SDAGE Bassin versant de cours d'eau prioritaire : BV Souffel et Seltzbach et compétences GEMA Zones à enjeux EROSION et zones à compétences PI													
Contexte	Préservation des ressources en eau des captages pour une alimentation en eau potable sans traitement Protection des milieux aquatiques contre les pollutions anthropiques et renaturation Aménagement des bassins versants pour limiter les ruissellements/transferts des polluants via les coulées d'eau boueuses et afin de protéger les biens et personnes.													
Description des missions d'animation (M01-1, M01-2, etc.)	mission D1 : Sensibiliser et informer les communes sur les outils fonciers et leurs usages : réunions en conseil municipal, réunion de Communauté de Communes, participation à la rédaction de l'inf'EAU ELUS. mission D2 : Accompagner les programmes d'actions territoriaux : projets Trame Verte de Bleu, projets communales de biodiversité, plan climat ... mission D3 : / (spécifique Missions Eau) mission D4 : Accompagner la mise en œuvre d'outils foncier : rédaction Inf'EAU FONCIER et accompagnement techniques pour la mise en oeuvre d'outils (connaissance baux et échéance, récupération usage parcelles, rédaction baux et ORE, accompagnement droit de préemption)													
SUIVI DE L'ACTION														
Indicateurs de moyens et d'activité	Nombre de réunions avec les élus Nombre de programme territoriaux suivis Nombre d'article/outils de communication créés et distribués Inf'eau FONCIER Nombre d'accompagnement des élus communaux pour thématique foncier													
CALENDRIER DE REALISATION PREVISIONNEL														
Missions D1, D2 et D4	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	

Accusé de réception en préfecture
 067-256701152-20230531-2305010-DE
 Date de télétransmission : 17/07/2023
 Date de réception préfecture : 17/07/2023

EQUIPE PRESERVATION ET GESTION DES RESSOURCES

DETAIL DES OBJECTIFS POUR L'ANIMATION FONCIERE

MISSION 5 : Amélioration du fonctionnement des bassins versants

Objectif général	Optimiser le fonctionnement des bassins versants en améliorant d'hydromorphologie des cours d'eau, et mettre en œuvre des programmes d'actions cohérents sur le territoire pour restaurer la qualité de l'eau et protéger les biens et les personnes													
Objectifs 2023	Réaliser des pré-diagnostic foncier sur zones de captages prioritaires Acquérir du foncier dans le cadre de Vigifoncier Intégrer zones de protection eau et Erosion dans AFAF													
Plus value apportée par l'action d'animation	Suivre les actions pour s'assurer que les outils fonciers sont déployer pour assurer la bonne préservation/protection des zones à enjeux.													
Localisation	Zones à enjeux Eau : captages prioritaires Grenelle, Conférence Environnementale, ERMES et futur liste SDAGE Bassin versant de cours d'eau prioritaire : BV Souffel et Seltzbach et compétences GEMA Zones à enjeux EROSION et zones à compétences PI													
Contexte	Préservation des ressources en eau des captages pour une alimentation en eau potable sans traitement Protection des milieux aquatiques contre les pollutions anthropiques et renaturation Aménagement des bassins versants pour limiter les ruissellements/transferts des polluants via les coulées d'eau boueuses et afin de protéger les biens et personnes.													
Description des missions d'animation (M01-1, M01-2, etc.)	mission E1 : / (spécifique Missions Eau) mission E2 : / (spécifique Missions Eau) mission E3 : / (spécifique Missions Eau) mission E4 : / (spécifique Erosion) mission E5 : / (spécifique Erosion) mission E6 : Coordonner les pré-diagnostic et diagnostics fonciers, surveiller les ventes dans les zones à enjeux, acquérir des parcelles via marché SAFER, intégrer la problématique Eau et Erosion dans les AFAF, rédiger et suivre des BRCE mission E7 : Communiquer sur les projets réalisés													
SUIVI DE L'ACTION														
Indicateurs de moyens et d'activité	Nombre de pré-diag et diagnostics foncier Surfaces acquises pour préservation milieux Nombre de BRCE Plaquette de communication													
CALENDRIER DE REALISATION PREVISIONNEL														
Missions E6, E7	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	

Annexe 3

Maître d'ouvrage porteur de l'animation : SDEA Alsace Moselle

EQUIPE PRESERVATION ET GESTION DES RESSOURCES

DETAIL DES OBJECTIFS POUR L'ANIMATION EROSION

MISSION 1 : Coordonner les actions, animer les partenariats													
Objectif général		Animer la mission, créer et maintenir une dynamique de territoire pour sensibiliser aux enjeux, communiquer sur les objectifs et retours d'expériences. Vie de l'équipe.											
Objectifs 2023		Accompagner tout au long de l'année les démarches de préservation des zones à enjeux EAU, et la protection des zones à enjeux EROSION. Echanger et coordonner les projets au sein de la direction GDBV du SDEA. Coordonner les actions et intégrer les réflexions territoriales pour amélioration de manière cohérentes les actions sur le territoire : Trame verte et Bleue et Biodiversité Communiquer sur les projets phares pour retour d'expérience : création d'un plaquette "développement de projets AHD" et toutes autres actions de communication et valorisation des actions											
Plus value apportée par l'action d'animation		L'animateur-trice porte le rôle de référent pour le territoire à enjeux Erosion, coordonne les actions, et fait le liens entre les acteurs du territoire											
Localisation		Bassin versant de cours d'eau prioritaire : BV Souffel et Seltzbach Zones à enjeux EROSION											
Contexte		Protection des milieux aquatiques contre les pollutions anthropiques et renaturation Aménagement des bassins versants pour limiter les ruissellements/transferts des polluants via les coulées d'eau boueuses et afin de protéger les biens et personnes.											
Description des missions d'animation (M01-1, M01-2, etc.)		mission A1 : Elaborer, piloter et suivre des plans d'action en fonction des priorités et enjeux des territoires. Animer les COPIL, COTECH, réunions partenariales mission A2 : Créer et maintenir une dynamique de territoire : Connaissance et partenariat avec acteurs locaux et technique, suivi des conventions partenariales, réseaux départementaux et nationaux sur les thématiques Eau, Erosion, Agroforesterie, Agriculture de conservation, biodiversité mission A3 : Elaborer les bilans des actions et le suivi des indicateurs pour les conventions de financement AERM mission A4 : Communiquer sur les projets phares des territoires, créer des outils de communication, élaborer et mettre à jour la stratégie de communication Eau et Erosion											
SUIVI DE L'ACTION													
Indicateurs de moyens et d'activité		Nombre de COTECH et COPIL Bilan d'action Outils de communication valorisant les projets phares											
CALENDRIER DE REALISATION PREVISIONNEL													
Mission A1 et A2	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Mission A3	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Mission A4	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

MISSION 2 : Accompagner les acteurs agricoles pour protéger les zones à enjeux

Objectif général	Modifier les pratiques agricoles, suivre les actions et proposer des outils innovants sur les zones à enjeux EROSION pour accompagner le changement de systèmes agricoles												
Objectifs 2023	Finaliser la mise en place d'AHD dans les zones non fournies Intégrer la thématique Agroforesterie et agriculture de conservation dans le changement de systèmes agricoles Intégrer la thématique Erosion dans les projets de territoire filières BNI												
Plus value apportée par l'action d'animation	Orienter les actions pour répondre aux contexte du bassin versant, favoriser la biodiversité et la récréation des trames vertes et bleues.												
Localisation	Bassin versant de cours d'eau prioritaire : BV Souffel et Seltzbach Zones à enjeux EROSION												
Contexte	Protection des milieux aquatiques contre les pollutions anthropiques et renaturation Aménagement des bassins versants pour limiter les ruissellements/transferts des polluants via les coulées d'eau boueuses et afin de protéger les biens et personnes.												
Description des missions d'animation (M01-1, M01-2, etc.)	<p>mission C1 : Identifier des partenaires (partenaires techniques, structures agricoles, etc.) et les sensibiliser aux enjeux Erosion, participer aux réunions partenariales et faire vivre le réseau agricole,</p> <p>mission C2 : Sensibiliser et négocier la mise en oeuvre des Aménagements d'Hydraulique Douce</p> <p>mission C3 : Changer les pratiques culturales : assolements concertés, sensibilisation à l'agriculture Non Labour ou de Conservation, couverture permanente des sols, recherche d'opportunités transversales EAU-EROSION-PI</p> <p>mission C4 : Organiser de journées techniques/ visite de sites pour groupe d'agriculteurs, rechercher de sites potentiels pour l'agroforesterie et l'agriculture de conservation</p> <p>mission C5 : Contractualiser avec les agriculteurs (conventions AHD, sensibilisation aux contrats ORE et PSE) : suivi administratif et financier des conventions avec les agriculteurs</p> <p>mission C6 : Suivre des projets agricoles permettant de protéger zones à enjeux : planifier les opérations (travaux, entretien), co-rédiger les protocoles, suivre les chantiers et opérations terrains, faire et mettre à jour la cartographie</p>												
SUIVI DE L'ACTION													
Indicateurs de moyens et d'activité	Nombre de réunions avec partenaires Linéaire et nombre d'AHD Nombre d'arbustes plantés Nombre de journées techniques/visites organisées Nombre de convention SDEA-agriculture et surfaces conventionnées cartographie de l'emprise des projets de protection												
CALENDRIER DE REALISATION PREVISIONNEL													
Missions C1, C2, C3, C5 et C6	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Mission C4	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

MISSION 3 : Accompagner les acteurs publics pour protéger les zones à enjeux

Objectif général	Sensibiliser et accompagner les collectivités et les élus pour la prise en compte des enjeux Erosion												
Objectifs 2023	Sensibiliser les nouveaux ELUS Faire le lien avec les actions pour la trame verte de bleu Participer à la rédaction de l'Inf'EAU FONCIER et de l'inf'EAU Elus Distribuer et valoriser des plaquettes EROSION auprès des délégués SDEA et partenaires techniques												
Plus value apportée par l'action d'animation	Faire émerger de projets, orienter les actions pour favoriser le développement de projets agricoles de lutte contre les CEB												
Localisation	Bassin versant de cours d'eau prioritaire : BV Souffel et Seltzbach Zones à enjeux EROSION												
Contexte	Protection des milieux aquatiques contre les pollutions anthropiques et renaturation Aménagement des bassins versants pour limiter les ruissellements/transferts des polluants via les coulées d'eau boueuses et afin de protéger les biens et personnes.												
Description des missions d'animation (M01-1, M01-2, etc.)	mission D1 : Sensibiliser et informer les communes sur les enjeux Eau et Erosion : réunions en conseil municipal, réunion de Communauté de Communes, visite terrain individuel, proposer des sujets pour l'inf'EAU ELUS. mission D2 : Accompagner les programmes d'actions territoriaux : projets Trame Verte de Bleu mission D3 : / (spécifique Missions Eau) mission D4 : Faire connaître les outils foncier												
SUIVI DE L'ACTION													
Indicateurs de moyens et d'activité	Nombre de réunions avec les élus Nombre de programme territoriaux suivis												
CALENDRIER DE REALISATION PREVISIONNEL													
Missions D1, D2 et D4	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

Accusé de réception en préfecture
 067-256701152-20230531-2305010-DE
 Date de télétransmission : 17/07/2023
 Date de réception préfecture : 17/07/2023

MISSION 4 : Amélioration du fonctionnement des bassins versants														
Objectif général		Optimiser le fonctionnement des bassins versants en améliorant l'hydromorphologie des cours d'eau, et mettre en œuvre des programmes d'actions cohérents sur le territoire pour restaurer la qualité de l'eau et protéger les biens et les personnes												
Objectifs 2023		Finaliser le PTHD du secteur de Schweighouse sur Moder et Vallée du Rohrbach Mettre en place 1 PTHD sur autre BV Intégrer zones de protection eau et Erosion dans AFAF												
Plus value apportée par l'action d'animation		Coordonner et suivre les actions pour s'assurer que les objectifs des projets soient cohérents sur le territoire, accompagner et poursuivre une une stratégie de développement territorial partagée												
Localisation		Bassin versant de cours d'eau prioritaire : BV Souffel et Seltzbach Zones à enjeux EROSION												
Contexte		Protection des milieux aquatiques contre les pollutions anthropiques et renaturation Aménagement des bassins versants pour limiter les ruissellements/transferts des polluants via les coulées d'eau boueuses et afin de protéger les biens et personnes.												
Description des missions d'animation (M01-1, M01-2, etc.)		mission E1 : / (spécifique Missions Eau) mission E2 : / (spécifique Missions Eau) mission E3 : participer à la réflexion sur le développement des Zones Tampons Humides Artificielles mission E4 : mettre en oeuvre des PTHD pour définir les actions territoriales pour la lutte contre les CEB mission E5 : Participer au dossier réglementaire HD pour les ouvrages : compilation des données, mise à jour cartographique mission E6 : / (spécifique Foncier) mission E7 : Communiquer sur les projets réalisés												
SUIVI DE L'ACTION														
Indicateurs de moyens et d'activité		Nombre de PTHD Nombre de dossiers réglementaires ouvrages/HD Plaquette de communication												
CALENDRIER DE REALISATION PREVISIONNEL														
Missions E3, E4, E5, E7	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

MISSIONS D'ANIMATION

DETAIL DES OBJECTIFS

Intitulé de OBJECTIF 1 : Préservation des milieux aquatiques													
Objectif général	Elaboration et suivi de programmes de restauration écologique et fonctionnelle des milieux aquatiques												
Objectif 2023	Déploiement des programmes de l'exercice 2021 et traitement des opportunités												
Plus value apportée par l'action d'animation	Coordination des projets à l'échelle territoriale adaptée												
Localisation	Tous les territoires												
Contexte	<p>Les aménagements anthropiques sur les rivières perturbent leur fonctionnement naturel. C'est une des premières causes de la dégradation de la qualité des eaux et de perte de biodiversité aquatique. Restaurer le fonctionnement naturel des cours d'eau contribue à retrouver des eaux de qualité. C'est aussi améliorer leur résilience au changement climatique et jouer la carte de l'attractivité des territoires autour de la rivière qui redevient un espace naturel de vie et de loisirs.</p> <p>Dans l'exercice de la compétence GEMAPI, le SDEA et les collectivités locales peuvent s'engager dans des programmes de restauration des milieux aquatiques et des zones humides.</p>												
Description des missions d'animation (M01-1, M02-2, etc.)	<p>Le choix des orientations de restauration repose sur un travail de diagnostic approfondi. Les solutions ambitieuses faisant appel aux concepts de l'hydromorphologie des cours d'eau et au génie végétal constituent des leviers puissants mais nécessitent une bonne technicité pour concevoir et négocier.</p> <p>Montage de programmes :</p> <p>Les interventions préparatoires et de négociations menées par les techniciens rivières du SDEA constituent un travail de fond préalable. Cette étape est nécessaire à l'émergence de projets déclinant une vision des milieux aquatiques en cohérence avec les orientations du SDAGE et les objectifs de la Directive Cadre sur l'Eau. Cette première phase permet d'articuler les projets de restauration physique des milieux aquatiques avec des projets de territoire plus vastes et ainsi favoriser leur acceptabilité et leur appropriation. Pour ce faire, les programmations reposent sur des choix et des opportunités orientés à partir d'un travail d'analyse territoriale réalisé en régie sur les points suivants : 1° - Etat écologique des masses d'eau, 2° - Objectifs opérationnels du PAOT, 3° - Etat fonctionnel des milieux, 4° - Biodiversité et espèces protégées, 5° - Connaissance territoriale (loges, urbanisme...), 6° - Analyse diachronique des traits des cours d'eau, 7° - Appréhension foncière.</p> <p>En outre, ce travail d'articulation nécessite un échange partenarial noué avec les acteurs intéressés et concernés. A ce titre, il peut s'agir des partenaires institutionnels (DRI, DDT, AERM, Région...), associatifs (AAPPMA, Fédération de Pêche, COONAT...) ainsi que des gestionnaires (ONF...) et des riverains.</p> <p>Ce travail d'animation et de mobilisation des acteurs se décline sur les principes d'investigation de projet suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- Conception d'une stratégie de préservation ou de restauration dont les fondamentaux sont l'hydromorphologie et les objectifs de la DCE.- Identification des cibles du projet (Pratiques de l'eau, préservation du patrimoine naturel, attentes socio-économiques...)- Conception d'un projet argumenté et intégré selon les principes des « services rendus ».- Ancrage du projet dans le territoire et les actions publiques <p>Lancement et suivi de programmes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Etudes de conception technique pouvant inclure les études topographiques et géotechniques spécifiques- Etudes environnementales (Bourse/Flore)- Etudes de maîtrise d'œuvre- Etudes réglementaires- Organisation et suivi de chantier- Suivi post-travaux (RETEX)												
	SUIVI DE L'ACTION												
	Indicateurs de moyens et d'activité	<p>Moyens :</p> <p>Réunions (CODP, réunions de travail)</p> <p>Rendus intermédiaires</p> <p>Notes techniques et rapports</p> <p>Activités :</p> <p>Voir ci-dessus</p>											
CALENDRIER DE REALISATION													
Mission B - 02	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

COMMISSION LOCALE	OPERATIONS	PAOT/AMI	REFERENTS	MOYENS	INDICATEURS	JOURS PROVISIONNES
CL RIED MARCKOLSCHEIM	Programme de restauration Ischert - Muhlbach - T3	OUI	Tech Alsace Centrale	Organisation et suivi de chantier	Réception travaux T3	12
CL RIED MARCKOLSCHEIM	Travaux de restauration des cours d'eau Grand Ried	OUI	Tech Alsace Centrale	Organisation et suivi de chantier	Réception travaux	10
CL RIED ZEMBS	Programme de restauration de la Lachter Tranche 4	OUI	Tech Alsace Centrale	Organisation et suivi de chantier	Réception travaux T4	15
CL RIED ZEMBS	Continuité écologique Pisciculture Obenheim	OUI	Tech Alsace Centrale	Montage projet et suivi étude	Consultation BE Lancement étude Réception étude	8
CL SELESTAT	Travaux continuité écologique Giesen	OUI	Tech Alsace Centrale	Suivi des études MOE et faune/flore	Abouissement des études de MOE et complémentaires	10
CL VALLEE DE VILLE	Programme mares	NEW	Tech Alsace Centrale	Suivi étude et engagement de la CDC sur la thématique « réalisation GEMAPI	CR de concertation entre BLUF, chargé d'affaire TVB, N2000...	10
CL PAYS RHENAN - BANDE RHENANE MODER	Programme de restauration de la Base Moder	OUI	S. ROECKEL	Définition d'un programme de restauration	Réception PRO Dossier Réglementaire	14
CL PAYS RHENAN - ZORN LANDGRABEN	Restauration du Kleinbach	NON	S. ROECKEL	Dossier réglementaire Commande travaux	Réception accord travaux	6
CL PAYS RHENAN - SAUER	Programme de Restauration Eberbach-Sauer - Tranche 3	OUI	S. ROECKEL	Analiser et déployer les techniques issues du tronçon test de la Tranche 1 et 2	Réception travaux	6
CL PLAINE DU RHIN - BANDE RHENANE SAUER	Restauration de la Sauer à Beinhelm	OUI	S. ROECKEL	Définition d'un programme de restauration	Dossier réglementaire « CNPN Recrutement Ets Travaux	8
CL OUTRE FORET	Etude faisabilité continuité écologique ouvrage de répartition ancien/nouveau Seltzbach	OUI	S. ROECKEL	Recrutement BE	Réception étude de faisabilité	7
CL PAYS DE WISSEMBOURG	Etude faisabilité continuité écologique Lauter Moulin de la Walk « ouvrage Piscine	NEW	S. ROECKEL	Recrutement BE	Réception étude de faisabilité	10
CL PAYS DE WISSEMBOURG	Restauration du Seebach	NEW	S. ROECKEL	Consultation Maître d'œuvre	Choix d'un maître d'œuvre Réception AVP-PRO	7
CL ROTHBACH MODER SUP	Programme de restauration du Rothbach et de la Moder	OUI	S. ROECKEL	Sélection d'un prestataire de travaux et organisation des travaux	Réception T2	10
CL SAUER PECHELBRONN	Programme d'actions sur le BV Seltzbach	OUI	Tech Saulnois/Vogues du Nord	Animation territoriale	Définition d'un programme d'actions	8
CL SAUER PECHELBRONN	AMI - Etang du Fleckenstein	AMI	Tech Saulnois/Vogues du Nord	Consultation Maître d'œuvre	Choix d'un maître d'œuvre Réception AVP-PRO	10
CL SAUER PECHELBRONN	Etude faisabilité continuité écologique ouvrage de Gunstett	OUI	Tech Saulnois/Vogues du Nord	Recrutement BE	Réception étude de faisabilité	9
CL SAUER PECHELBRONN	Restauration de la Sauer à Woerth	NEW	Tech Saulnois/Vogues du Nord	Dossier réglementaire Commande travaux	Réception accord travaux	8
CL PAYS DU SAULNOIS	Restauration cours d'eau - Inswiller	OUI	Tech Saulnois/Vogues du Nord	Reprise étude et rendu AVP avec BE	Rapport	10
CL PAYS DU SAULNOIS	Etude de définition besoins GEMA sur périmètre CL Saulnois	NON	Tech Saulnois/Vogues du Nord	lancement étude et suivi d'ARTEIA	COPIL lancement étude Réception étude	6
CL PAYS DE NIEDERBRONN LES BAINS	Poursuite du programme de restauration du Falkensteinbach	NON	Tech Saulnois/Vogues du Nord	Suivi étude atelier des Territoires	Finalisation étude voir lancement opération	6
CL EICHEL & CL SARRE BAS-RHINOISE	Etude diagnostic continuité écologique	OUI	J. GERLING	Montage d'un projet d'étude	Réception étude	7
CL EICHEL	Mise en défens de l'Eichel à Waldhambach	OUI	J. GERLING	Concertation avec propriétaire	Convention avec propriétaire Réalisation des travaux	3
CL HANAU LA PETITE PIERRE	Restauration zone humide à Weiterswiller	NON	J. GERLING	Définition du projet et suivi des travaux	Avancement	8
CL HANAU LA PETITE PIERRE	Restauration de la Moder à Ingwiller	OUI	J. GERLING	Reprise du dossier pour définition du programme	Arrêté Préfectoral	10
CL HANAU LA PETITE PIERRE	Continuité écologique Moulin BLAES et réactivation d'un ancien méandre - Obermodern	OUI	J. GERLING	Etude de définition		
CL HANAU LA PETITE PIERRE	Moulin Rostelg	OUI	J. GERLING	Organisation et suivi d'étude		

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

CL HAUTE ZORN	Restauration continuité écologique (Stratégie Haute Zorn)	NON	J. GERLING	Réalisation conception MOE	COPIL Lancement étude Réception étude	10
CL HAUTE ZORN	Restauration continuité écologique Papelmuehl	NON	J. GERLING	Suivi projet propriétaire	Lancement étude T4 2022	6
CL ROHRBACH	Restauration ZH Woellenheim	OUI	A.LAUTISSIER	Organisation et suivi du chantier	DCE+ réception des travaux	12
CL REGION BRUMATH	Restauration du Seltenbach	OUI	A.LAUTISSIER	Organisation et suivi du chantier	DCE+ réception des travaux	12
CL PAYS ZORN & CL REGION BRUMATH	Programme de restauration des annexes de la Zorn	OUI	A.LAUTISSIER	Définition d'un programme d'action-concertation propriétaire	Lancement étude de faisabilité	10
CL PAYS ZORN & CL REGION BRUMATH	Programme de restauration des moulins de la Zorn	OUI	A.LAUTISSIER	Organisation et suivi d'étude de faisabilité	Lancement étude faisabilité, pappelmuehl, moulin de Schweindratzheim, afflux et comptoir agricole Brumath	10
CL SOUFFEL / LANDGRABEN	Restauration d'une zone humide à Wintzenheim-Kochensberg	OUI	A.LAUTISSIER	Suivi MOE	Réception AVP-PRO	5
CL SOUFFEL / LANDGRABEN	Programme de restauration du BV de la Souffel	OUI	A.LAUTISSIER	Recrutement d'un BE	Réception étude	5
CL SOUFFEL / LANDGRABEN	Restauration d'une zone humide à Furdenheim	OUI	A.LAUTISSIER	Concertation propriétaire / exploitant	Acquisition foncière	3
CL SOUFFEL / LANDGRABEN	Programme de restauration de la ripisylve	OUI	A.LAUTISSIER	Établissement liste propriété publique Montage programme de restauration	Validation du programme en COPIL	5
CL MOSSIG	Restauration de la Mossig	OUI	JF STAERCK	Accord propriétaire Organisation et suivi de chantier	Réception travaux T4, décalage sécheresse et bilan global	9
CL MOSSIG	Restauration du Bruegel	NON	JF STAERCK	Organisation et suivi de chantier	Réception travaux selon AP	2
CL PORTES DE RIESHEIM	Restauration de la continuité écologique de l'Ehn à Klingenthal	NON	JF STAERCK	Organisation d'une étude de faisabilité	Suivi étude et concertation : phase 1 en cours, proprios concernés, rendu juin 23	8
CL PORTES DE RIESHEIM	AMI TVB Voie Verte : 3 actions validées sous MO SDEA	OUI	JF STAERCK	Organisation et suivi des études de faisabilité et FfH	validation des états initiaux et AVP pour Mares, ZH Ried et Canal de l'Zhn	11
CL EHN ANDLAU SCHEER (Erstein)	Restauration de l'Andlau à Hindisheim	OUI	JF STAERCK	Suivi MOE, faune/flore et travaux	Dérogation sp. protégées et réception chantier, selon AP	10
CL EHN ANDLAU SCHEER (Erstein)	Définition des besoins de restauration Andlau et Scheer et des zones humides associées	OUI	JF STAERCK	Montage programme selon priorités et opportunités	Recrutement MOE Validation des APS	5
CL PAYS DE BARR	Restauration de la Scheer-Schemetz pour l'atteinte du bon état	OUI	JF STAERCK	Montage projet, partenariat Natura2000 et suivi étude	Rendu final et programmation inv. FfH et MOE	5
CL PAYS DE BARR	Définition des besoins de restauration Kirneck	OUI	JF STAERCK	Montage programme selon priorités et opportunités	Demandes d'élus Recrutement MOE	5
CL PAYS DE BARR	Restauration de la continuité éco au droit de 2-3 seuils à Andlau sur l'Andlau	NON	JF STAERCK	Montage programme selon priorités et opportunités	Suivi étude sur 9 seuils Projet pilote sur 1-2 ouvrages(s)	8
CL VALLEE DE LA BRUCHE	AMI TVB Vallée de la Bruche	NON	JF STAERCK	Montage et coordination chantier TVB	Aide + chantier pilote en Bruche	5

Accusé de réception en préfecture
 067-256701152-20230531-2305010-DE
 Date de télétransmission : 17/07/2023
 Date de réception préfecture : 17/07/2023

DETAIL DES OBJECTIFS

intitulé de OBJECTIF 1 (à reporter en annexe 2, tableau de suivi des activités)													
Objectif général	Animation sur la thématique des eaux pluviales												
Objectif 2022	Parallèlement à l'étude de gouvernance engagée par le SDEA, montée en puissance sur l'animation interne et externe sur la thématique des eaux pluviales sur le territoire SDEA												
Plus value apportée par l'action d'animation	Sensibilisation des élus à la GIEP - Accompagnement administratif et technique des maîtres d'ouvrage (communes/EPCI) dans la réflexion et la mise en œuvre des études et des projets de déracordement Sensibilisation des aménageurs et maîtres d'œuvre privés à l'intégration de la GIEP dans les projets d'aménagement Accompagnement des particulier dans le cadre d'une opération groupée de fourniture de cuves de récupération des eaux pluviales et déconnexion des gouttières												
Localisation	Périmètre SDEA												
Contexte	Dans le contexte de l'évolution réglementaire de la compétence GEPU et de la mise en place d'une stratégie pluviale aux échelles nationale, régionale et locale, le SDEA se présente comme porteur et animateur de la thématique et propose d'accompagner les parties prenantes internes et externes dans l'intégration de la réflexion dans les différents projets d'aménagement du territoire.												
Description des missions d'animation (M01-1, M01-2, etc.)	<p>Les missions sont :</p> <p>M01-1 : Accompagnement technique et administratif des Communes et EPCI dans leurs projets de déracordement des eaux pluviales</p> <p>M01-2 : Apport de conseils et bonnes pratiques dans les avis sur permis d'aménager + Travail de sensibilisation auprès des aménageurs, maîtres d'œuvre privés et techniciens SDEA</p> <p>M01-3 : Portage et coordination d'une opération groupée de fourniture de cuves de récupération d'eau de pluie et déconnexion de gouttières, rédaction de supports de communication (Guide, affichettes,...)</p>												
SUIVI DE L'ACTION													
Indicateurs de moyens et d'activité	<p>M01-1 : Nombre de communes à l'origine d'une sollicitation, Nombre de réunions, Nombre de projets</p> <p>M01-2 : Nombre de PA traités, Nombre de réunions dédiées à la GIEP</p> <p>M01-3 : Nombre de cuves distribuées, Nombre de visites, Nombre de guide élaboré, Nombre de réunions publiques organisées</p>												
CALENDRIER DE REALISATION													
Mission A1	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Mission A2	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Mission A3	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace Moselle

MISSIONS D'ANIMATION

DETAIL DES OBJECTIFS

Objectif 2 : Coordination et animation des actions au niveau local													
Objectif général													
Objectif 2022		Coordination et animation des actions au niveau local											
Plus value apportée par l'action d'animation		Assurer progressivement une coordination locale opérationnelle par un interlocuteur unique dans le cadre des PAPI											
Localisation		Bassin versant de la Zorn											
Contexte		Privilégier la protection des populations par la mise en œuvre d'aménagements alliant gestion hydraulique et amélioration écologique des milieux aquatiques : mise en œuvre de ralentissement dynamique sur la Zorn amont pour limiter les besoins en ouvrage sur l'aval, à un niveau de protection crue trentennale plutôt que centennale afin d'atténuer les besoins en bassins et faciliter l'intégration paysagère, et rechercher les solutions de restauration des zones d'expansion de crues en aval ; mettre en œuvre des aménagements d'hydraulique douce avant les ouvrages « durs » sur les bassins soumis aux coulées d'eau boueuses et privilégier des ouvrages de rétentions à fonctionnalité mixte, sensibiliser et encourager les particuliers à rendre leur habitation résiliente au risque d'inondation, plutôt que de recourir aux ouvrages collectifs											
Description des missions d'animation (M01-1, M01-2, etc.)		Animation et suivi des Programme d'Actions de prévention des Inondations Haute-Zorn et Zorn aval Landgraben : Créer une dynamique : organisation de réunions d'information, de sensibilisation, accompagnement et coordination des projets, relai d'informations et création d'une communication adaptée, rencontres et explications de la stratégie du PAPI auprès des élus, public											
		Mise en œuvre du programme de ralentissement dynamique sur la Haute-Zorn : - Suivi de l'instruction des DAE/DUP/SUP - Contractualisation des opérations foncières (achats, conventions MC...) - Lancement des premiers marchés de travaux											
		Montage du dossier d'avenant pour passage en CMI et relabellisation du PAPI HZ : - finalisation de l'avenant à la convention suite à labellisation											
		Etude d'amélioration de la connaissance sur l'aval de la Zorn - Suivi de l'étude											
		Montage du dossier d'avenant pour passage en CMI et relabellisation du PAPI ZAL : - concertation avec les services instructeurs et suivi du dossier											
		Nb de jours											
		20 jours											
		Indicateurs											
		2 COPIL et 2 Cotech											
		livrables											
		CR Réunions											
		30 jours											
		Dossier réglementaire											
		Marché opérateur											
		5 jours											
		CR Réunion - avis CMI											
		15 jours											
		Rapports d'étude											
		15 jours											
		CR Réunion - avis CMI											
SUIVI DE L'ACTION													
Indicateurs de réalisation													
CALENDRIER DE REALISATION													
Mission 02-1	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace Moselle

MISSIONS D'ANIMATION

DETAIL DES OBJECTIFS

Objectif 2 : Coordination et animation des actions au niveau local													
Objectif général													
Objectif 2022		Coordination et animation des actions au niveau local											
Plus value apportée par		Assurer progressivement une coordination locale opérationnelle par un interlocuteur unique dans le cadre des PAPI											
Localisation		Bassin versant du Giessen et de la Lièpvrette											
Contexte		Privilégier la protection des populations par la mise en œuvre d'aménagements alliant gestion hydraulique et amélioration écologique des milieux aquatiques : mise en œuvre des mesures compensatoires aux digues de Sélestat privilégiant la restauration des zones d'expansion de crues du Giessen, dans l'objectif d'améliorer la fonctionnalité du fuseau de mobilité et des zones humides, pour limiter le recours aux ouvrages de stockage, afin de répondre aux objectifs et orientations du SAGE Giessen-Lièpvrette et encourager les particuliers à rendre leur habitation résiliente au risque inondation pour limiter le recours aux ouvrages collectifs											
Description des missions d'animation (M01-1, M01-2, etc.)		Animation et suivi du Programme d'Actions de Prévention des Inondations Giessen-Lièpvrette : Créer une dynamique : organisation de réunions d'information, de sensibilisation, accompagnement et coordination des projets, relai d'informations et création d'une communication adaptée, rencontres et explications de la stratégie du PAPI auprès des élus, public											
		Mise en oeuvre des actions de mesures compensatoires aux digues du Giessen par la reconquête de champ d'expansion de crues. Choix des sites en lien avec les études plus approfondies sur les merlons amont/aval du Giessen, poursuites des discussions avec la Prefecture sur le foncier, lancement de la MOE sur le premier site amont (restauration ZEC Giessen-Aubach)											
SUIVI DE L'ACTION													
Indicateurs de réalisation													
CALENDRIER DE REALISATION													
Mission 02-2	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

Nb de jours	Indicateurs	livrables
20 jours	1 COPIL et 1 Cotech	CR Réunions Suports réalisés
65 jours	Marché lancé 1er cotech	CCTP

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace Moselle

MISSIONS D'ANIMATION

DETAIL DES OBJECTIFS

Objectif 2 : Coordination et animation des actions au niveau local	
Objectif général	
Objectif 2022	Coordination et animation des actions au niveau local
Plus value apportée par l'action d'animation	Assurer progressivement une coordination locale opérationnelle par un interlocuteur unique dans le cadre des PAPI
Localisation	Basin versant de la Sarre
Contexte	Privilégier la protection des populations par la mise en œuvre d'aménagements alliant gestion hydraulique et amélioration écologique des milieux aquatiques : mise en œuvre d'un schéma de gestion global de la Sarre, qui permettra de caractériser la vulnérabilité du territoire au risque inondation et coulées d'eau boueuses, de poser un diagnostic de la fonctionnalité des milieux aquatiques et d'identifier les pistes d'actions visant à ralentir les écoulements par restauration des zones d'expansion de crue, restauration de zones humides, afin de limiter les besoins en aménagement avec un objectif de protection proportionnel aux enjeux du territoire
Description des missions d'animation (M01-1, M01-2, etc.)	<p>Animation et suivi du Programme d'Actions de Prévention des Inondations Sarre : Créer une dynamique à l'échelle transfrontalière : installation des groupes de travail, élaboration d'une stratégie de communication et de sensibilisation, accompagnement et coordination des projets, relai d'informations et création d'une communication adaptée, rencontres et explications de la stratégie du PAPI auprès des élus, public</p> <p>Mise en œuvre d'un schéma de gestion globale du bassin de la Sarre : - Suivi des différents volets d'études (hydrologie, hydraulique, hydromorphologique, ruissellement) - Organisation des phases de concertation avec l'ensemble des parties prenantes</p>
SUIVI DE L'ACTION	
Indicateurs de réalisation	
CALENDRIER DE REALISATION	
Mission 02-3	2023
	janvier
	février
	mars
	avril
	mai
	juin
	juillet
	août
	septembre
	octobre
	novembre
	décembre

Nb de jours
40 jours

Indicateurs
2 COPIL et 2 Cotech, GT franco-allemands, GT agriculture

livrables
CR validés

90 jours

4 Réunions de suivi de la prestation
Lancement étude ruissellement et suivi

CR validés
Rapports intermédiaires

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace Moselle

MISSIONS D'ANIMATION

DETAIL DES OBJECTIFS

Objectif 2 : Coordination et animation des actions au niveau local													
Objectif général													
Objectif 2022		Coordination et animation des actions au niveau local											
Plus value apportée par l'action d'animation		Assurer progressivement une coordination locale opérationnelle par un interlocuteur unique dans le cadre des PAPI											
Localisation		Bassin versant de l'Ill											
Contexte		Privilégier la protection des populations par la mise en œuvre d'aménagements alliant gestion hydraulique et amélioration écologique des milieux aquatiques : élaborer un projet d'aménagement partagé par l'ensemble des acteurs du territoire du bassin de l'Ill, qui privilégie la restauration des zones d'expansion de crues afin de limiter les ouvrages au droit des enjeux existants, et qui permet la restauration de la fonctionnalité du système alluvial riedien, tout en promouvant auprès des particuliers la résilience de leurs biens au risque d'inondation											
Description des missions d'animation (M01-1, M01-2, etc.)		<p>Animation et suivi du Programme d'Actions de Prévention des Inondations Ill-Ried-Centre Alsace : Créer une dynamique : organisation de réunions d'information, de sensibilisation, accompagnement et coordination des projets, relai d'informations et création d'une communication adaptée, rencontres et explications de la stratégie du PAPI vers les élus, le public Poursuite de la phase 2 du dialogue territorial avec concertation sur les différents scénarii pour définir le choix final Dossier de PAPI complet : démarrage de l'élaboration du dossier</p> <p>Elaboration des scénarii d'aménagement pour la protection contre les crues de l'Ill - animation et pilotage des différents volets d'étude : études des scénarii, état initial de l'environnement, étude d'impact agricole</p>											
SUIVI DE L'ACTION													
Indicateurs de réalisation													
CALENDRIER DE REALISATION													
Mission 02-4	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

Nb de jours	Indicateurs	livrables
40 jours	2 COPIL et 2 Cotech / 1 AG	CR validés rapport de restitution
	Ateliers dial territorial	
60 jours	Analyse des 2 scénarios par AMC, choix scénario final	Rapport, CR Réunion

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace Moselle
MISSIONS D'ANIMATION

DETAIL DES OBJECTIFS

Objectif 2 : Coordination et animation des actions au niveau local

<i>Objectif général</i>	
Objectif 2022	Coordination et animation des actions au niveau local
Plus value apportée par l'action d'animation	Assurer progressivement une coordination locale opérationnelle par un interlocuteur unique dans le cadre des PAPI
Localisation	Bassin versant de la Moder
Contexte	Privilégier la protection des populations par la mise en œuvre d'aménagements alliant gestion hydraulique et amélioration écologique des milieux aquatiques : définir une stratégie sur le bassin de la Moder en lien avec les enjeux du SAGE Moder, à décliner en programme d'action, et qui permettra de caractériser la vulnérabilité du territoire au risque inondation et coulées d'eau boueuses, de poser un diagnostic de la fonctionnalité des milieux aquatiques et d'identifier les pistes d'actions visant à ralentir les écoulements par restauration des zones d'expansion de crue, restauration de zones humides, afin de limiter les besoins en aménagement avec un objectif de protection proportionnel aux enjeux du territoire
Description des missions d'animation (M01-1, M01-2, etc.)	Animation du Programme d'études préalables au PAPI Moder : Créer une dynamique : organisation de réunions d'information, de sensibilisation, accompagnement et coordination des projets, élaboration d'une stratégie de communication adaptée, rencontres et explications de la stratégie du PEP en lien avec le SAGE vers les élus, le public Suivi de l'instruction du PEP Etude globale de définition de la stratégie de gestion du risque inondations de la Moder - lancement de l'étude et son suivi - organisation de la concertation entre les parties prenantes
SUIVI DE L'ACTION	
Indicateurs de réalisation	
CALENDRIER DE REALISATION	
Mission 02-5	2023
	janvier
	février
	mars
	avril
	mai
	juin
	juillet
	août
	septembre
	octobre
	novembre
	décembre

Nb de jours	Indicateurs	livrables
40 jours	2 COPIL et 2 Cotech	CR validés
	PEP validé	Courrier de validation de l'Etat
60 jours	réunion de lancement + COPIL	CCTP CR de réunion

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Mise en œuvre du Plan Rhin Vivant													
Objectif général	S'engager dans la réalisation du défi territorial n°2 du Xle programme : Le Plan Rhin Vivant												
Objectif 2022	Mettre en œuvre les actions inscrites au Plan Rhin Vivant et assurer l'animation territoriale de ce défi												
Plus value apportée par l'action d'animation	Positionner le SDEA comme un acteur investi et engagé pour prendre en compte l'adaptation et l'attenuation du changement climatique via l'exercice de la compétence GEMAPI												
Localisation	Bassin versant de la Bande Rhénane												
Contexte	<p>Dans le cadre du projet de relance de la dynamique de restauration des milieux aquatiques sur la bande rhénane, site N2000 et site RAMSAR tranfrontalier, la DREAL, la Région Grand-Est, l'Agence de l'Eau Rhin Meuse et AFB pilotent un projet partagé avec les acteurs locaux et notamment ceux détenteurs de la compétence GEMAPI. Ce projet se nomme plan Rhin Vivant.</p> <p>Le SDEA engage la mise en oeuvre de ce Plan dans les limites de l'exercice de la GEMAPI sur son territoire de compétence avec la signature d'un Contrat Territorial "Eau et Climat". Plusieurs opérations sont déjà en phase d'études.</p>												
Description des missions d'animation (M01-1, M01-2, etc.)	<p>mission 01-3 : Animation et pilotage des opérations (200 jours) COnformément au CTEC du PRV, le contenu de la mission est :</p> <ul style="list-style-type: none">- Coordonner auprès de l'ensemble des acteurs et au sein du SDEA les actions intéressants le Plan Rhin Vivant- Préparer, animer et suivre les réunions du Plan Rhin Vivant- Mettre en oeuvre le CTEC Plan Rhin Vivant- Accompagner les collectivités dans les opérations sous couvert de la compétence GEMAPI du SDEA- Participer aux instances décisionnelles: conseils municipaux, comités directeurs, conseils communautaires, ...,- Piloter les études externalisées et les projets <p>Objectif 2023 : Réalisation année 2 du CTEC</p>												
SUIVI DE L'ACTION													
Indicateurs de moyens et d'activité	<p><u>Moyens :</u> Nb réunions Instance de gouvernance GEMAPI, COPIL Ambition Rhin) CR réunions Note technique Suivi d'études/Tvx</p> <p><u>Activités :</u> Taux d'avancement du CTEC Plan Rhin Vivant</p>												
CALENDRIER DE REALISATION													
Mission 01-3	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

MISSIONS D'ANIMATION

DETAIL DES OBJECTIFS

OBJECTIF 1 Développer et promouvoir une approche territoriale pour répondre durablement aux défis de la Directive Cadre sur l'Eau et du Plan d'Adaptation et d'atténuation au Changement Climatique

Objectif général	
Objectif 2022	Animation du SAGE
Plus value apportée par l'action d'animation	Dynamique territoriale - référent des élus - accompagnement des maîtres d'ouvrage dans la réflexion et la mise en œuvre des projets
Localisation	Bassin versant Giessen Liepvrette
Contexte	Dans le cadre de l'exercice de la compétence relative à l'alinéa 12° de l'article L211-17 du Code de l'Environnement le SDEA est structure porteuse de l'animation de CLE de SAGE et assure un rôle de support juridique, administratif et financier. Le SAGE Giessen-Liepvrette est approuvé depuis avril 2016. La CLE dans sa stratégie a affirmé sa volonté d'être le chef d'orchestre de la gestion de l'eau sur le bassin versant et de faire du SAGE un outil d'aménagement du territoire. Les enjeux principaux portent sur la préservation et la restauration de la fonctionnalité des milieux aquatiques et une gestion quantitative équilibrée de la ressource en eau.
Description des missions d'animation (M01-1, M01-2, etc.)	Les missions sont : 1. Vie du SAGE - Secrétariat de la Commission Locale de l'Eau, - Préparation, animation et suivi des réunions (CLE, bureau de la CLE, commissions, comités de pilotage de suivi d'études, ...) - Réalisation du bilan d'activités annuel de la CLE - Elaboration des avis de la CLE 2. Communication - mise en œuvre du plan de communication du SAGE : Lettre du SAGE - Information et sensibilisation des acteurs locaux de la politique de l'eau sur les préconisations du SAGE 3. Accompagnement / représentation de la CLE - Fourniture d'avis, de recommandations, de suggestions aux acteurs publics, associatifs ou privés. - Accompagnement des maitres d'ouvrages publics ou privés dans leurs projets nécessitant la mise en compatibilité avec le SAGE - Réunions en représentation de la CLE, - Participation et représentation aux différents réseaux SAGE 4. Mise en œuvre - Gestion quantitative sur la ressource en eau en période d'étiage : élaboration d'une stratégie et évaluation des besoins en étude - Analyse du besoin de révision du SAGE au regard de la prise en compte du changement climatique (stage)

SUIVI DE L'ACTION

Indicateurs de réalisation	Réunion de la CLE Avis formalisés de la CLE CCTP rédigé
----------------------------	---

CALENDRIER DE REALISATION

Mission 01-1	2022	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
--------------	------	---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace-Moselle

MISSIONS D'ANIMATION

DETAIL DES OBJECTIFS

OBJECTIF 1 Développer et promouvoir une approche territoriale pour répondre durablement aux défis de la Directive Cadre sur l'Eau et du Plan d'Adaptation et d'atténuation au Changement Climatique

Objectif général													
Objectif 2022	Animation du SAGE												
Plus value apportée par l'action d'animation	Dynamique territoriale - référent des élus - accompagnement des maîtres d'ouvrage dans la réflexion et la mise en œuvre des projets												
Localisation	Bassin versant Moder												
Contexte	Dans le cadre de l'exercice de la compétence relative à l'alinéa 12° de l'article L211-17 du Code de l'Environnement le SDEA est structure porteuse de l'animation de CLE de SAGE et assure un rôle de support juridique, administratif et financier. Etat d'avancement du SAGE Moder : Elaboration du diagnostic												
Description des missions d'animation (M01-1, M01-2, etc.)	Les missions sont : 1. Vie du SAGE - Secrétariat de la Commission Locale de l'Eau - Préparation, animation et suivi des réunions (CLE, bureau de la CLE, commissions, comités de pilotage de suivi d'études, ...) - Réalisation du bilan d'activités annuel de la CLE 2. Accompagnement, représentation de la CLE - Réunions en représentation de la CLE, - Participation et représentation aux différents réseaux SAGE 3. Elaboration - Finalisation du diagnostic et validation par la CLE - Etudes complémentaires : inventaire ZH - Tendances et scénarii : rédaction du cahier des charges												
SUIVI DE L'ACTION													
Indicateurs de réalisation	AP Signé CR Réunion Rapport d'étude												
CALENDRIER DE REALISATION													
Mission 01-2	2022	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Maître d'ouvrage porteur de l'animation : SDEA Alsace Moselle

EQUIPE PRESERVATION ET GESTION DES RESSOURCES

DETAIL DES OBJECTIFS POUR L'ANIMATION SOUFFEL

MISSION 1 : Coordonner les actions, animer les partenariats													
Objectif général		Animer de la mission, créer et maintenir une dynamique de territoire pour sensibiliser aux enjeux, communiquer sur les objectifs et retours d'expériences. Vie de l'équipe. Accompagner tout au long de l'année les démarches de préservation des zones à enjeux EAU, et la protection des zones à enjeux EROSION. Echanger et coordonner les projets au sein de la direction GDBV du SDEA. Coordonner les actions et intégrer les réflexions territoriales pour amélioration de manière cohérentes les actions sur le territoire : Plan Climat, Trame verte et Bleue, Projets Publics de développement Economique											
Objectifs 2023		Piloter le CTEC Kochersberg et les actions prévues en 2023 Elaborer le CTEC Seltzbach Communiquer sur les projets phares pour retour d'expérience : création d'une plaquette sur le contrat Souffel et toutes autres actions de communication et valorisation des actions											
Plus value apportée par l'action d'animation		L'animateur-trice porte le rôle de référent pour le territoire à enjeux Eau/Erosion, coordonne les actions, et fait le liens entre les acteurs du territoire											
Localisation		Bassin versant de cours d'eau prioritaire : BV Souffel et Seltzbach											
Contexte		Protection des milieux aquatiques contre les pollutions anthropiques et renaturation Aménagement des bassins versants pour limiter les ruissellements/transferts des polluants via les coulées d'eau boueuses et afin de protéger les biens et personnes.											
Description des missions d'animation (M01-1, M01-2, etc.)		mission A1 : Elaborer, piloter et suivre des plans d'action en fonction des priorités et enjeux des territoires : CTEC Souffel et CTEC Seltzbach Animer les COPIL, COTECH, réunions partenariales mission A2 : Créer et maintenir une dynamique de territoire : Connaissance et partenariat avec acteurs locaux et technique, suivi des conventions partenariales, réseaux départementaux et nationaux sur les thématiques Eau, Erosion, Agriculture bio, filières, foncier, biodiversité mission A3 : Elaborer les bilans des actions et financiers et le suivi des indicateurs pour les conventions de financement AERM mission A4 : Communiquer sur les projets phares des territoires, créer des outils de communication, rédiger et diffuser la Lettre de l'eau, élaborer et mettre à jour la stratégie de communication Eau et Erosion											
SUIVI DE L'ACTION													
Indicateurs de moyens et d'activité		Nombre de COTECH et COPIL Bilan et bilan financier Lettre de l'EAU Outils de communication valorisant les projets phares											
CALENDRIER DE REALISATION PREVISIONNEL													
Mission A1 et A2	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Mission A3	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Mission A4	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Maître d'ouvrage porteur de l'animation : SDEA Alsace Moselle

EQUIPE PRESERVATION ET GESTION DES RESSOURCES

DETAIL DES OBJECTIFS POUR L'ANIMATION SOUFFEL et SELTZBACH

MISSION 2 : Amélioration des connaissances des masses d'eau

Objectif général	Connaître et suivre l'évolution des teneurs en polluants dans les ressources en eau, évaluer les besoins en connaissances hydraulique-hydrogéologique, amélioration des connaissances des transferts des pollutions												
Objectifs 2023	Evaluer les suivis à mettre en place pour le Seltzbach Accompagner le projet Trajectoire de la Souffel Mettre en place le réseau de suivi sur ASS pour Kochersberg												
Plus value apportée par l'action d'animation	Mettre en œuvre des suivis et études dans les zones à enjeux , analyser et communiquer sur les résultats												
Localisation	Bassin versant de cours d'eau prioritaire : BV Souffel et BV Seltzbach												
Contexte	Protection des milieux aquatiques contre les pollutions anthropiques et renaturation Aménagement des bassins versants pour limiter les ruissellements/transferts des polluants via les coulées d'eau boueuses et afin de protéger les biens et personnes.												
Description des missions d'animation (M01-1, M01-2, etc.)	mission B1 : Suivre la qualité de l'eau : créer des réseaux de mesures sur zones à enjeux eau, réaliser un suivi renforcé des paramètres posant problème, analyser des données, communiquer sur les résultats, piloter le suivi (cahier des charges, prestataire, financier) mission B2 : Connaître les masses d'eau et des transferts : intégrer les enjeux climatiques aux cahiers des charges, poursuivre l'étuds Cap'Ruisseau, analyse des données captages PAOT, veilles et retours d'expériences sur sites nationaux												
SUIVI DE L'ACTION													
Indicateurs de moyens et d'activité	Graphique de suivi qualité de l'eau, tableau d'analyse des données Cahier des charges des études												
CALENDRIER DE REALISATION PREVISIONNEL													
Mission B1 et B2	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Maître d'ouvrage porteur de l'animation : SDEA Alsace Moselle

EQUIPE PRESERVATION ET GESTION DES RESSOURCES

DETAIL DES OBJECTIFS POUR L'ANIMATION SOUFFEL et SELTZBACH

MISSION 3 : Accompagner les acteurs agricoles pour protéger les zones à enjeux

Objectif général	Modifier les pratiques agricoles, suivre les actions et proposer des outils innovants sur les zones à enjeux EAU et EROSION pour accompagner le changement de systèmes agricoles												
Objectifs 2023	Se coordonner avec les acteurs agricoles suite aux conclusions Agr'eau Souffel et les perspectives Agr'eau Seltzbach répondre à l'AMI filières pour un projet de territoire Intégrer la thématique Agroforesterie et agriculture de conservation dans le changement de systèmes agricoles Améliorer les connaissances sur les digestats de méthanisation et leurs épandages Rédiger, distribuer et valoriser l'inf'EAU FILIERES												
Plus value apportée par l'action d'animation	Faire émerger des opportunités de projets public-privé, être chef de file des AMI filières sur zones à enjeux EAU, orienter les actions pour favoriser la biodiversité et la récréation des trames vertes et bleues.												
Localisation	Bassin versant de cours d'eau prioritaire : BV Souffel et BV Seltzbach												
Contexte	Protection des milieux aquatiques contre les pollutions anthropiques et renaturation Aménagement des bassins versants pour limiter les ruissellements/transferts des polluants via les coulées d'eau boueuses et afin de protéger les biens et personnes.												
Description des missions d'animation (M01-1, M01-2, etc.)	<p>mission C1 : Identifier des partenaires (partenaires techniques, OS, opérateurs économiques) et les sensibiliser aux enjeux Eau et Erosion, participer aux réunions partenariales et faire vivre le réseau agricole,</p> <p>mission C2 : / (spécifique Erosion)</p> <p>mission C3 :</p> <ul style="list-style-type: none">-Sensibiliser sur les filières BNI et étudier de freins et opportunités par territoire, organiser les réunions, rédiger et distribuer Inf'EAU Filières, déposer des candidatures aux AMI et suivre les projets en cours de réalisation, créer et déployer les filières BNI-Changer les pratiques culturales : assolements concertés, sensibilisation à l'agriculture Non Labour ou de Conservation, couverture permanente des sols, rotations des cultures, démarche HVE, conversion AB, recherche d'opportunités transversales EAU-EROSION-PI <p>mission C4 : Organiser de journées techniques/ visite de sites pour groupe d'agriculteurs, mettre en place des d'expérimentations et de démonstrations, rechercher de sites potentiels pour l'agroforesterie et l'agriculture de conservation</p> <p>mission C5 :</p> <ul style="list-style-type: none">-Accompagner la mise en œuvre des ORE, PSE, et des marchés publics de produits ou prestations agricoles protégeant l'eau ET explorer et construire de nouveaux outils d'accompagnement-Accompagner la contractualisation avec les agriculteurs (conventions minimis, conventions BNI méthanisables, conventions DUP captages et conventions AHD, contrat ORE et PSE) <p>mission C6 : Suivre des projets agricoles permettant de protéger zones à enjeux : planifier les opérations (travaux, entretien, implantation des expérimentations), co-rédiger les protocoles et réaliser les dossiers administratifs, rechercher de subventions, planifier l'entretien et des expérimentations, suivre les chantiers et opérations terrains, faire et mettre à jour la cartographie</p>												
SUIVI DE L'ACTION													
Indicateurs de moyens et d'activité	Nombre de réunions avec partenaires Linéaire et nombre d'AHD Nombre d'AMI et surfaces de filières BNI développées Nombre de journées techniques/visites organisées Nombre de négociations ORE Nombre de PSE Nombre de convention SDEA-agriculture et surfaces conventionnées cartographie de l'emprise des projets de protection Inf'EAU filières												
CALENDRIER DE REALISATION PREVISIONNEL													
Missions C1, C3, C5 et C6	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Mission C4	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	Acusé de réception 067-25670152-20230916	Acusé de réception 067-25670152-20230916

Accusé de réception en préfecture
 067-256701152-20230631-2305010-DE
 Date de télétransmission : 17/07/2023
 Date de réception préfecture : 17/07/2023

Maître d'ouvrage porteur de l'animation : SDEA Alsace Moselle

EQUIPE PRESERVATION ET GESTION DES RESSOURCES

DETAIL DES OBJECTIFS POUR L'ANIMATION SOUFFEL et SELTZBACH

MISSION 4 : Accompagner les acteurs publics pour protéger les zones à enjeux

Objectif général		Sensibiliser et accompagner les collectivités et les élus pour la prise en compte des enjeux Eau et Erosion dans les politiques publiques.											
Objectifs 2023		Sensibiliser les nouveaux ELUS du BV du Seltzbach Accompagner les projets territoriaux : Plan Climat, projets biodiversité des territoires, etc. Coordonner les actions pour la trame verte de bleu des Communes de Communes partenaires des CTEC Rédiger et distribuer l'infEAU Elus, participer à la rédaction de l'Inf'EAU FONCIER Accompagner et organiser des événements de sensibilisation pour les particuliers : ateliers, conférences ou balades, etc. pour créer une dynamique de sensibilisation locale											
Plus value apportée par l'action d'animation		Faire émerger de projets mulitpartenaires, intégrer des réflexiosn sur le développement économique dans les projets publiques, orienter les actions pour favoriser le développement de projets agricoles BNI et de lutte contre les CEB											
Localisation		Bassin versant de cours d'eau prioritaire : BV Souffel et BV Seltzbach											
Contexte		Protection des milieux aquatiques contre les pollutions anthropiques et renaturation Aménagement des bassins versants pour limiter les ruissellements/transferts des polluants via les coulées d'eau boueuses et afin de protéger les biens et personnes.											
Description des missions d'animation (M01-1, M01-2, etc.)		mission D1 : Sensibiliser et informer les communes sur les enjeux Eau et Erosion : réunions en conseil municipal, réunion de Communauté de Communes, visite terrain individuel, rédaction et diffusion de l'inf'EAU ELUS. mission D2 : Accompagner les programmes d'actions territoriaux : PAT, Plan Climat des ComCom, actions des Pays, projets Trame Verte de Bleu, projets communaux de biodiversité mission D3 : Accompagner les communes pour la création de projets ZNA locaux : Guides jardins, Semaines des alternatives aux pesticides, sensibilisation et information grand public (organisation d'évènements, rédaction d'article pour bulletin communaux, création de panneaux ou de communication adéquate, organisation d'évènements) mission D4 : Accompagner à la mise en œuvre d'outils foncier : aide à la rédaction Inf'EAU FONCIER et sensibilisation aux possibilités foncières s'offrant aux communes											
SUIVI DE L'ACTION													
Indicateurs de moyens et d'activité		Nombre de réunions avec les élus Nombre de programme territoriaux suivis Nombre d'article/outils de communication créés et distribués Nombre d'animation et événements Inf'eau ELU Nombre de sensibilisation à la thématique foncier											
CALENDRIER DE REALISATION PREVISIONNEL													
Missions D1, D2, D3 et D4	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

Accusé de réception en préfecture
 067-256701152-20230531-2305010-DE
 Date de télétransmission : 17/07/2023
 Date de réception préfecture : 17/07/2023

Maître d'ouvrage porteur de l'animation : SDEA Alsace Moselle

EQUIPE PRESERVATION ET GESTION DES RESSOURCES

DETAIL DES OBJECTIFS POUR L'ANIMATION SOUFFEL et SELTZBACH

MISSION 5 : Amélioration du fonctionnement des bassins versants													
Objectif général		Optimiser le fonctionnement des bassins versants en améliorant d'hydromorphologie des cours d'eau, et mettre en œuvre des programmes d'actions cohérents sur le territoire pour restaurer la qualité de l'eau et protéger les biens et les personnes											
Objectifs 2023		Accompagner l'acquisition dans le cadre de Vigifoncier Pourquivre la suivi du remembrement du COS Aider à la mise en œuvre du groupement de commande SDEA-EMS											
Plus value apportée par l'action d'animation		Coordonner et suivre les actions pour s'assurer que les objectifs des projets soient cohérents sur le territoire, accompagner et poursuivre une une stratégie de développement territorial partagée											
Localisation		Bassin versant de cours d'eau prioritaire : BV Souffel et BV Seltzbach											
Contexte		Protection des milieux aquatiques contre les pollutions anthropiques et renaturation Aménagement des bassins versants pour limiter les ruissellements/transferts des polluants via les coulées d'eau boueuses et afin de protéger les biens et personnes.											
Description des missions d'animation (M01-1, M01-2, etc.)		<p>mission E1 : accompagner l'amélioration hydromorphologie des cours d'eau (selon la connaissance du territoire, des transferts des polluants, des oportunités foncières, etc.)</p> <p>mission E2 : Accompagner la réalisation des diagnostic environnementaux pour évaluer l'état de base et les améliorations suivant les projets réalisés</p> <p>mission E3 : Elaborer des stratégies de développement des Zones Tampons Humides Artificielles</p> <p>mission E4 : / (spécifique Erosion)</p> <p>mission E5 : / (spécifique Erosion)</p> <p>mission E6 : Accompagner la surveillance les ventes dans les zones à enjeux</p> <p>mission E7 : Communiquer sur les projets réalisés</p>											
SUIVI DE L'ACTION													
Indicateurs de moyens et d'activité		Nombre de projets accompagnés Nombre de diagnostics environnementaux Nombre de ZTHA Nombre de pré-diag et diagnostics foncier Surfaces acquises pour préservation milieux Nombre de BRCE Plaquette de communication											
CALENDRIER DE REALISATION PREVISIONNEL													
Missions E1, E2, E3, E6, E7	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

Adusé de réception en préfecture
 067-256701152-20230531-2305010-DE
 Date de télétransmission : 17/07/2023
 Date de réception préfecture : 17/07/2023

SDEA

MISSIONS D'ANIMATION 2023

DETAIL DES OBJECTIFS

intitulé de OBJECTIF 1 Opération de lutte contre les pollutions diffuses démarrée depuis plusieurs années avec un déploiement progressif annuel sur plusieurs territoires prioritaires. La présente demande de subvention porte sur l'année 2022 pour poursuivre les actions engagées et continuer leur extension sur de nouveaux périmètres en application du PAOT.	
Objectif général	<p><i>Opérations collectives territoriales de lutte contre les pollutions diffuses sur des territoires identifiés comme prioritaires au PAOT pour constituer un levier complémentaire aux autres actions d'amélioration de la qualité des cours d'eau (amélioration des performances des stations d'épuration, travaux de renaturation des cours d'eau...)</i></p> <p align="center"><i>- s'inscrivant dans la continuité des opérations menées en 2016-2019 ainsi que 2020 et 2021</i></p> <p align="center"><i>- sur de nouveaux territoires: secteur de Wissembourg</i></p>
Objectif 2023	<ul style="list-style-type: none"> - Enquêter les 6 entreprises non visitées en 2022 sur le secteur de Sauer Pechelbronn - Mises en conformité de des dossiers restant engagés suite à la troisième année d'opération : 30% sur le Bassin de la Souffel, la Région de Brumath, les périmètres Plaine et Delta de la Sauer, le Rosenmeer ; sur le Piémont de Barr et sur le Centre-Ried ; - Mise en conformité en cours d'opération : 55% sur secteurs Sélestat Val d'Argent & Bernstein, 35% sur Sélestat 2 (Sélestat et Ried de Marckolsheim) et 15% sur le périmètre de Sauer Pechelbronn - Poursuite des opérations de pérennisation sur les secteurs déjà achevés - 9 opérations de communication (public et partenaires) - Préparation de l'action d'enquête 2023 sur le secteur de Wissembourg
Plus value apportée par l'action d'animation	Diminution des apports de micropolluants rejetés au milieu naturel via les systèmes d'assainissement par sensibilisation, mise en place d'une dynamique locale de mobilisation des acteurs et amélioration durable des pratiques des usagers professionnels sur les secteurs concernés
Localisation	Systèmes d'assainissement des Stations de Sélestat, Berstett, Kienheim, Stutzheim, Griesheim, Truchtersheim, Brumath, Olwisheim, Seltz, Rosheim, Zellwiller, Drusenheim, Gunstett, Wissembourg
Contexte	Nécessité de l'amélioration générale de la qualité des rejets via des opérations collectives territoriales de lutte contre les micropolluants, sur des territoires identifiés comme prioritaires dans le PAOT 2019-2021 - Voir mémoire technique pour détail du contexte de chaque territoire concerné (p 6 et 7)
Description des missions d'animation (M01-1, M01-2, etc.)	<p>Mission A-1 Opération collective territoriale du Piémont de Barr</p> <p>Mission A-2 Opération collective territoriale de la Région de Brumath</p> <p>Mission A-3 Opération collective territoriale de Wissembourg</p> <p>Mission A-4 Opération collective territoriale du Centre-Ried</p> <p>Mission A-5 Opération collective territoriale du Rosenmeer</p> <p>Mission A-6 Opération collective territoriale Sélestat et environs</p> <p>Mission A-7 Opération collective territoriale de la Plaine de la Sauer et du Delta de la Sauer</p> <p>Mission A-8 Opération collective territoriale du Bassin de la Souffel</p> <p>Mission A-9 Opération collective territoriale de Sauer Pechelbronn</p>
SUIVI DE L'ACTION	
Indicateurs de moyens et d'activité	<p>Atteinte des objectifs à fin 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réalisation de 100% des 6 entreprises non visitées en 2022 sur le secteur de Sauer Pechelbronn - Mises en conformité : 30% de mise en conformité des dossiers engagés pérennisation sur le Bassin de la Souffel, la Région de Brumath, les périmètres Plaine et Delta de la Sauer du Rosenmeer; du Piémont de Barr et sur le Centre-Ried ; 55% sur secteurs Sélestat Val d'Argent & Bernstein, 35% sur Sélestat 2 (Sélestat et Ried de Marckolsheim) et 15% sur sauer Pechelbronn - 9 opérations de communication (public et partenaires)

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Maître d'ouvrage porteur de l'animation : SDEA Alsace Moselle

EQUIPE PRESERVATION ET GESTION DES RESSOURCES

DETAIL DES OBJECTIFS POUR L'ANIMATION MISSIONS EAU CAPTAGES

MISSION 1 : Coordonner les actions, animer les partenariats													
Objectif général		Animer la mission, créer et maintenir une dynamique de territoire pour sensibiliser aux enjeux, communiquer sur les objectifs et retours d'expériences. Vie de l'équipe.											
Objectifs 2023		Accompagner tout au long de l'année les démarches de préservation des zones à enjeux EAU, et adapter les projets dans les zones à enjeux EROSION. Echanger et coordonner les projets au sein de la direction GDBV du SDEA. Faire les bilans de plans d'action HERMES Zellwiller et bande rhénane. mettre en oeuvre CST de Mommenheim Valider la stratégie d'action sur les captages prioritaires SDAGE 2022 et participer à la construction de la convention de partenariat post-ERMES. Coordonner les actions et intégrer les réflexions territoriales pour amélioration de manière cohérente des actions sur le territoire : Plan Alimentaire Territorial, Plan Climat, Trame Verte et Bleue, Projets Publics de développement Economique, projets communaux pour la biodiversité Communiquer sur les projets phares pour retour d'expérience : création de plaquette pour le développement d'une filière BNI et toutes autres actions de communication et valorisation des actions											
Plus value apportée par l'action d'animation		L'animateur-trice porte le rôle de référent pour le territoire à enjeux Eau, coordonne les actions, et fait le liens entre les acteurs du territoire											
Localisation		Zones à enjeux Eau : captages prioritaires Grenelle, Conférence Environnementale, HERMES et futur liste SDAGE											
Contexte		Préservation des ressources en eau des captages pour une alimentation en eau potable sans traitement Protection des milieux aquatiques contre les pollutions anthropiques											
Description des missions d'animation (M01-1, M01-2, etc.)		mission A1 : Elaborer, piloter et suivre des plans d'action en fonction des priorites et enjeux des territoires : CTEC Zorn, captages Grenelle et HERMES, nouvelle liste SDAGE 2021 Animer les COPIL, COTECH, réunions partenariales mission A2 : Créer et maintenir une dynamique de territoire : Connaissance et partenariat avec acteurs locaux et techniques, suivi des conventions partenariales, réseaux départementaux et nationaux sur les thématiques Eau, Agriculture bio, filières, foncier, biodiversité mission A3 : Elaborer les bilans des actions et bilans financiers et le suivi des indicateurs pour les conventions de financement AERM et de la région Grand Est mission A4 : Communiquer sur les projets phares des territoires, créer des outils de communication, rédiger et diffuser la Lettre de l'eau, élaborer et mettre à jour la stratégie de communication Eau et Erosion											
SUIVI DE L'ACTION													
Indicateurs de moyens et d'activité		Nombre de COTECH et COPIL Bilan des actions et bilan financier Lettre de l'EAU Outils de communication valorisant les projets phares											
CALENDRIER DE REALISATION PREVISIONNEL													
Mission A1 et A2	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Mission A3	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Mission A4	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Maître d'ouvrage porteur de l'animation : SDEA Alsace Moselle

EQUIPE PRESERVATION ET GESTION DES RESSOURCES

DETAIL DES OBJECTIFS POUR L'ANIMATION MISSIONS EAU CAPTAGES

MISSION 2 : Amélioration des connaissances des masses d'eau													
Objectif général	Connaître et suivre l'évolution des teneurs en polluants dans les ressources en eau, évaluer les besoins en connaissances hydrauliques-hydrogéologiques, amélioration des connaissances des transferts des pollutions												
Objectifs 2023	Finaliser Etude APRONA - carte de vulnérabilité pour le Piémont et Ried Evaluer et acquérir les connaissances pour les captages du Ried et de la Bande Rhénane Suivre l'étude de l'AAC pour le captage d'Ebersheim Evaluer les données à acquérir pour les captages émergents de la liste SDAGE réaliser le suivi des réseaux de territoires (ESU et ESO)												
Plus value apportée par l'action d'animation	Mettre en œuvre des suivis et études dans les zones à enjeux . Compilation des données de l'ARS/AERM/et autres, analyser et communiquer sur les résultats, évaluer les problématiques émergentes et suivre la nouvelle liste de captages SDAGE												
Localisation	Zones à enjeux Eau : captages prioritaires Grenelle, Conférence Environnementale, ERMES et futur liste SDAGE												
Contexte	Préservation des ressources en eau des captages pour une alimentation en eau potable sans traitement Protection des milieux aquatiques contre les pollutions anthropiques												
Description des missions d'animation (M01-1, M01-2, etc.)	mission B1 : Suivre la qualité de l'eau : créer des réseaux de mesures sur zones à enjeux eau, réaliser un suivi renforcé des paramètres posant problème, analyser des données, communiquer sur les résultats, piloter le suivi (cahier des charges, prestataire, financier) mission B2 : Connaître les masses d'eau et des transferts : intégrer les enjeux climatiques aux cahiers des charges, poursuivre les études hydrogéologiques et les études Cap'Ruisseau (et autres études de modélisation), analyse des données captages PAOT, veilles et retours d'expériences sur sites nationaux												
SUIVI DE L'ACTION													
Indicateurs de moyens et d'activité	Graphique de suivi qualité de l'eau, tableau d'analyse des données Cahier des charges des études												
CALENDRIER DE REALISATION PREVISIONNEL													
Mission B1 et B2	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

Accusé de réception en préfecture
 067-256701152-20230531-2305010-DE
 Date de télétransmission : 17/07/2023
 Date de réception préfecture : 17/07/2023

EQUIPE PRESERVATION ET GESTION DES RESSOURCES

DETAIL DES OBJECTIFS POUR L'ANIMATION MISSIONS EAU CAPTAGES

MISSION 3 : Accompagner les acteurs agricoles pour protéger les zones à enjeux

Objectif général	Modifier les pratiques agricoles, suivre les actions et proposer des outils innovants sur les zones à enjeux EAU pour accompagner le changement de systèmes agricoles												
Objectifs 2023	Mettre en oeuvre le marché de prestation avec la Chambre d'agriculture d'Alsace Suivre les PSE et accompagner la mise en place de mesures d'accompagnement financières sur les zones à enjeux Développer les réseaux de partenariats avec les experts et interprofession Répondre à l'AMI filières Grand Est 2023 selon les opportunités Suivre et déployer les projets de filières BNI sur les zones à enjeux + réalisation de cartographie d'implantation des filières soutenues Intégrer la thématique Agroforesterie et agriculture de conservation dans le changement de systèmes agricoles Améliorer les connaissances sur les digestats de méthanisation et leurs épandages Rédiger, distribuer et valoriser l'Inf'EAU FILIERES												
Plus value apportée par l'action d'animation	Faire émerger des opportunités de projets public-privé, être chef de file des AMI filières sur zones à enjeux EAU, orienter les actions pour se coordonner avec les enjeux Erosion et favoriser la biodiversité et la récréation des trames vertes et bleues.												
Localisation	Zones à enjeux Eau : captages prioritaires Grenelle, Conférence Environnementale, ERMES et futur liste SDAGE												
Contexte	Préservation des ressources en eau des captages pour une alimentation en eau potable sans traitement Protection des milieux aquatiques contre les pollutions anthropiques												
Description des missions d'animation (M01-1, M01-2, etc.)	<p>mission C1 : Identifier des partenaires (partenaires techniques, OS, opérateurs économiques) et les sensibiliser aux enjeux Eau et Erosion, participer aux réunions partenariales et faire vivre le réseau agricole</p> <p>mission C2 : / (spécifique Erosion)</p> <p>mission C3 :</p> <ul style="list-style-type: none">-Sensibiliser sur les filières BNI et étudier les freins et opportunités par territoire, organiser les réunions, rédiger et distribuer Inf'EAU Filières, déposer des candidatures aux AMI et suivre les projets en cours de réalisation, créer et déployer les filières BNI-Changer les pratiques culturales : assolements concertés, sensibilisation à l'agriculture Non Labour ou de Conservation, couverture permanente des sols, rotations des cultures, démarche HVE, conversion AB, recherche d'opportunités transversales EAU-EROSION-PI <p>mission C4 : Organiser des journées techniques/ visite de sites pour groupe d'agriculteurs, mettre en place des expérimentations et des démonstrations, rechercher des sites potentiels pour l'agroforesterie et l'agriculture de conservation</p> <p>mission C5 :</p> <ul style="list-style-type: none">-Accompagner la mise en œuvre des ORE, PSE, et des marchés publics de produits ou prestations agricoles protégeant l'eau ET explorer et construire de nouveaux outils d'accompagnement-Accompagner la contractualisation avec les agriculteurs (conventions minimis, conventions BNI méthanisables, conventions DUP captages et conventions AHD, contrat ORE et PSE) <p>mission C6 : Suivre des projets agricoles permettant de protéger les zones à enjeux : planifier les opérations (travaux, entretien, implantation des expérimentations), co-rédiger les protocoles et réaliser les dossiers administratifs, rechercher des subventions, planifier l'entretien et les expérimentations, suivre les chantiers et opérations terrains, faire et mettre à jour la cartographie</p>												
SUIVI DE L'ACTION													
Indicateurs de moyens et d'activité	Nombre de réunions avec partenaires Linéaire et nombre d'AHD Nombre d'AMI et surfaces de filières BNI développées Nombre de journées techniques/visites organisées Nombre de négociations ORE Nombre de PSE Nombre de convention SDEA-agriculture et surfaces conventionnées cartographie de l'emprise des projets de protection Inf'EAU filières												
CALENDRIER DE REALISATION PREVISIONNEL													
Missions C1, C2, C3, C5 et C6	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Mission C4	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

Accusé de réception en préfecture
067-256701152-20230531-2305010-DE
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

EQUIPE PRESERVATION ET GESTION DES RESSOURCES

DETAIL DES OBJECTIFS POUR L'ANIMATION MISSIONS EAU CAPTAGES

MISSION 4 : Accompagner les acteurs publiques pour protéger les zones à enjeux

Objectif général		Sensibiliser et accompagner les collectivités et les élus pour la prise en compte des enjeux Eau dans les politiques publiques.											
Objectifs 2023		Sensibiliser les ELUS aux enjeux Accompagner les projets territoriaux : PAT Alsace Centrale, revalorisation du nouveau PAT Vosges du Nord, projets biodiversité des territoires, Trame Verte et Bleue Faire les liens opérationnels avec le Plan Climat du Pays Rhénan Rédiger et distribuer l'infEAU Elus, participer à la rédaction de l'Inf'EAU FONCIER Accompagner et organiser des événements de sensibilisation pour les particuliers : ateliers, conférences ou balades, etc. pour créer une dynamique de sensibilisation locale											
Plus value apportée par l'action d'animation		Faire émerger des projets multipartenaires, intégrer des réflexions sur le développement économique dans les projets publics, orienter les actions pour favoriser le développement de projets agricoles BNI et de lutte contre les CEB											
Localisation		Zones à enjeux Eau : captages prioritaires Grenelle, Conférence Environnementale, ERMES et futur liste SDAGE											
Contexte		Préservation des ressources en eau des captages pour une alimentation en eau potable sans traitement Protection des milieux aquatiques contre les pollutions anthropiques											
Description des missions d'animation (M01-1, M01-2, etc.)		mission D1 : Sensibiliser et informer les communes sur les enjeux Eau : réunions en conseil municipal, réunion de Communauté de Communes, visite terrain individuel, rédaction et diffusion de l'inf'EAU ELUS. mission D2 : Accompagner les programmes d'actions territoriaux : PAT, Plan Climat des ComCom, actions des Pays, projets Trame Verte et Bleue, projets communaux de biodiversité mission D3 : Accompagner les communes pour la création de projets ZNA locaux : Guides jardins, Semaines des alternatives aux pesticides, sensibilisation et information grand public (organisation d'évènements, rédaction d'article pour bulletin s communaux, création de panneaux ou de communication adéquate, organisation d'évènements) mission D4 : Accompagner à la mise en œuvre d'outils foncier : aide à la rédaction Inf'EAU FONCIER et sensibilisation aux possibilités foncières s'offrant aux communes											
SUIVI DE L'ACTION													
Indicateurs de moyens et d'activité		Nombre de réunions avec les élus Nombre de programme territoriaux suivis Nombre d'article/outils de communication créés et distribués Nombre d'animation et événements Inf'eau ELU Nombre de sensibilisation à la thématique foncier											
CALENDRIER DE REALISATION PREVISIONNEL													
Missions D1, D2, D3 et D4	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

EQUIPE PRESERVATION ET GESTION DES RESSOURCES

DETAIL DES OBJECTIFS POUR L'ANIMATION MISSIONS EAU CAPTAGES

MISSION 5 : Amélioration du fonctionnement des bassins versants

Objectif général		Optimiser le fonctionnement des bassins versants en améliorant l'hydromorphologie des cours d'eau, et mettre en œuvre des programmes d'actions cohérents sur le territoire pour restaurer la qualité de l'eau et protéger les biens et les personnes											
Objectifs 2023		Développer une stratégie ZTHA Accompagner la réalisation des pré-diagnostics fonciers sur zones de captages prioritaires Accompagner l'acquisition du foncier dans le cadre de Vigifoncier											
Plus value apportée par l'action d'animation		Coordonner et suivre les actions pour s'assurer que les objectifs des projets soient cohérents sur le territoire, accompagner et poursuivre une stratégie de développement territorial partagée											
Localisation		Zones à enjeux Eau : captages prioritaires Grenelle, Conférence Environnementale, ERMES et futur liste SDAGE											
Contexte		Préservation des ressources en eau des captages pour une alimentation en eau potable sans traitement Protection des milieux aquatiques contre les pollutions anthropiques											
Description des missions d'animation (M01-1, M01-2, etc.)		<p>mission E1 : accompagner l'amélioration hydromorphologie des cours d'eau (selon la connaissance du territoire, des transferts des polluants, des oportunités foncières, etc.)</p> <p>mission E2 : Accompagner la réalisation des diagnostics environnementaux pour évaluer l'état de base et les améliorations suivant les projets réalisés</p> <p>mission E3 : Elaborer des stratégies de développement des Zones Tampons Humides Artificielles</p> <p>mission E4 : / (spécifique Erosion)</p> <p>mission E5 : / (spécifique Erosion)</p> <p>mission E6 : Accompagner la réalisation des pré-diagnostics et diagnostics fonciers, surveiller les ventes dans les zones à enjeux</p> <p>mission E7 : Communiquer sur les projets réalisés</p>											
SUIVI DE L'ACTION													
Indicateurs de moyens et d'activité		Nombre de projets accompagnés Nombre de diagnostics environnementaux Nombre de ZTHA Nombre de pré-diag et diagnostics foncier Surfaces acquises pour préservation milieux Nombre de BRCE Plaquette de communication											
CALENDRIER DE REALISATION PREVISIONNEL													
Missions E2, E3, E6, E7	2023	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre